



Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

INFORMALITÉ ET HYBRIDITÉ AU SEIN DES FORCES DE DÉFENSE DE CÔTE D'IVOIRE

Moussa Fofana

Rapport de recherche
JUN 2018

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal
455, boul. René-Lévesque Est, Pavillon Hubert-Aquin
4e étage, bureau A-4410
Montréal (Québec) H2L 4Y2
chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

© Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques | UQAM
Tous droits de reproduction, de traduction ou d'adaptation réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-922844-87-0
Juin 2018

Table des matières

Avant-propos	v
Remerciements	vi
Résumé	vii
Introduction	9
Contexte de l'étude et état du problème	10
<i>Entre réformes annoncées et soulèvements</i>	10
<i>La parenthèse FRCI : une armée de conquête du pouvoir</i>	13
<i>Un défi pour la stabilité de l'État</i>	14
Processus d'hybridation et d'informalisation des forces de défense	14
<i>De 1990 à 2012 : les vagues de recrues informelles</i>	15
<i>Les « Zinzins, Babéfoùès et Godobés »</i>	18
<i>Les recrues civiles des FAFN (Forces armées des Forces nouvelles)</i>	19
<i>Les soldats « Haut les cœurs » et les vrais « faux militaires » des FDS</i>	21
<i>Les sous-officiers de réserve des FANCI</i>	22
<i>Les combattants associés aux FRCI</i>	23
<i>Les soldats de la « zone grise »</i>	24
<i>Processus officiels et officieux</i>	25
De l'informalité au sein de l'armée ivoirienne	27
<i>Ni muette, ni disciplinée</i>	27
<i>Des tentations de contrôle par l'ethnie...</i>	28
<i>...aux dominantes identitaires trop visibles.</i>	31
<i>Les influences du religieux</i>	32

La défense « post-conflit » : les armées dans l'armée	35
<i>Ex-FDS vs « armée de vainqueurs »</i>	36
<i>Militaires vs Gendarmes</i>	37
<i>La réapparition des factions ?</i>	39
Quête permanente de cohésion	43
Conclusion	48
Références bibliographiques	50
À propos de l'auteur	53
À propos du Centre FrancoPaix	54

Avant-propos

J'ai eu l'honneur et le privilège de diriger cet excellent travail de Moussa Fofana qui s'inscrit dans le cadre du Programme de recherche « *Hybrid Security Governance in Africa : Implications for State Building* » soutenu et financé par l'IDRC/CRDI (International Development Research Centre/Centre de recherche pour le développement international) du Canada. Conduit entre 2014 et 2017 dans six pays africains (Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, Afrique du Sud, Nigeria et Somaliland) par une équipe de chercheurs coordonnée par le Professeur Eboe Hutchful (Wayne University), ce programme a eu pour objectif de mieux saisir les réalités sociétales dans lesquelles s'enracine la gouvernance de la sécurité en Afrique. Mettant en relief le rôle des acteurs non-étatiques, des réseaux locaux ou transnationaux ainsi que des normes et pratiques dites informelles, l'approche retenue visait à compléter les analyses fondées sur les institutions étatiques et les acteurs légalement établis. Le programme avait également pour ambition d'aider à surmonter certaines des résistances rencontrées par les politiques de sécurité et de développement, mais aussi de permettre d'identifier des opportunités nouvelles pour amplifier l'impact de ces politiques sur le terrain.

Bonne lecture.

Niagalé Bagayoko

Experte senior sur la réforme du secteur de la sécurité (RSS) à l'*African Security Sector Network* (ASSN)

Remerciements

Je remercie Dr Niagalé Bagayoko de m'avoir associé à son équipe et à la dynamique de recherche qu'elle coordonnait dans le cadre du Programme « *Hybrid Security Governance in Africa : Implications for State Building* ». J'ai appris et apprécié d'être réorienté hors du « trop académique » pour enfin « rendre des informations utiles ». Je suis aussi reconnaissant envers le Professeur Eboe Hutchful et ses collaborateurs de l'ASSN, notamment Elom Kossi Khaunbiow et Janet Abubakar.

Je remercie Aline Lebœuf pour sa lecture critique, ses commentaires, suggestions de pistes et surtout ses questions, mêmes si elles n'ont pas toutes toujours trouvé réponses satisfaisantes.

Je remercie tous mes interviewés et plus encore le commandant Franck O. Bably du DGAS (Direction Générale des Affaires Stratégiques) au ministère ivoirien de la Défense pour son rôle très sensible de facilitateur. Je renouvelle mes remerciements à Maxime Ricard (coordonnateur de FrancoPaix) et à Mpako Foaleng (conseillère en RSS, UNOWAS, Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel) pour leurs lectures et suggestions qui ont infléchi la forme finale de la rédaction.

Je remercie enfin tout spécialement Fahiraman Rodrigue Koné, mon collègue sur le terrain de recherche en Côte d'Ivoire, intéressé par la question des « Dozos » dans le système sécuritaire. J'ai apprécié la qualité de nos discussions qui ont éclairé de façon intéressante mon approche de certaines informations collectées.

Résumé

- Au sortir d'une longue période d'instabilité sociopolitique et militaire entamée dans le courant des années 1990, dont le dénouement s'est soldé par la crise post-électorale particulièrement violente de 2010-11, la Côte d'Ivoire tente de relever le défi d'une énième reconstruction de son armée conformément aux recommandations des experts de la RSS. Les forces de défense ivoiriennes sont devenues, au cours de ces dernières décennies et au fil des dénominations remaniées (FANCI, FDS-CI, FRCI et FACI, voir rapport ci-dessous), le produit recomposé de couches successives de soldats recrutés sans cohérence, et ce en l'absence de règles pour institutionnaliser un processus de recrutement efficace afin de bâtir une véritable armée de métier.
- Cette étude décrit et analyse les logiques informelles d'intégration et de maintien de ces groupes de soldats et montre comment l'armée est progressivement devenue un élément majeur du processus de fragilisation de l'État. D'une part, l'armée ivoirienne actuelle relève de la construction informelle car sous l'influence des conjonctures de la lutte politique, instrumentalisée dans les stratégies de conquête et de conservation du pouvoir, elle a laissé prospérer les pratiques de recrutement à la marge des règles. D'autre part, son hybridité est révélée par l'apparition en son sein de factions : l'un des symptômes visibles de son absence de cohésion interne et surtout de segmentation et d'affaiblissement de ses chaînes de commandement officielles. Par ailleurs, l'expérience en cours d'intégration des éléments rebelles dans cette armée -qui elle-même après maintes réformes n'avait auparavant pas pu se transformer en véritable armée de métier- est venue complexifier le défi d'une réforme en profondeur de cette institution.
- Au-delà du fait d'apprendre ou réapprendre l'organisation, l'obéissance à la hiérarchie, l'éthique du métier des armes et le respect des droits humains à ces hommes de troupes, le défi se structure principalement autour de la recherche permanente d'une cohabitation apaisée entre des personnels qui se perçoivent et vivent différemment leur enrôlement sous le drapeau.

INFORMALITÉ ET HYBRIDITÉ AU SEIN DES FORCES DE DÉFENSE DE CÔTE D'IVOIRE

Introduction

Cette étude a pour objectif d'analyser le processus d'hybridation et d'informalisation des forces de défense en Côte d'Ivoire des années 1980 à aujourd'hui. Nous avons fait le choix d'observer l'« informalisation » des forces de défense sur une longue durée et de la considérer comme le produit de réactions spontanées à diverses conjonctures économiques et politiques. L'informalité désigne l'absence de forme précise, notamment lorsqu'on recherche des correspondances entre l'objet étudié et les standards admis dans le domaine dans lequel on le référence. Pour notre cas d'étude, les recompositions successives engendrées par les strates d'effectifs de soldats intégrées dans l'armée ivoirienne ont donné naissance à un groupe certes hétéroclite mais dont on peut cependant faire la description. Comme l'ont souligné plusieurs analystes¹, cette armée sous forte influence de la société politique, familière de mouvements d'humeurs, des mutineries, des tentatives de putsch (manquées ou réussies), des purges et luttes intestines, des réformes annoncées et nominations politiques, rentre difficilement dans les cadres des standards d'une armée républicaine. Autant la description de processus officiels et officieux nous renseigne sur le processus d'hybridation de l'armée ivoirienne, autant l'on peut prétendre analyser les formes imprécises prises par l'accumulation et la cohabitation de ces différentes cohortes de soldats. L'étude analyse donc comment l'armée ivoirienne s'est recomposée à partir de couches successives recrutées sans cohérence et en l'absence de règles pour institutionnaliser un processus de recrutement efficace. L'accès à l'armée, à la fois marqué par des règles floues et influencé par des circonstances politiques, pose la question du caractère moderne, républicain et opérationnel de l'institution de défense. Ne répondant plus aux standards d'armée moderne, l'armée ivoirienne est progressivement devenue un élément majeur du processus de fragilisation de l'État. Elle a été marquée par les conjonctures

¹ Voir notamment Kieffer G-A. (2000), « Armée ivoirienne : le refus du déclassement », *Politique Africaine* n°78 de juin 2000, p.26-44 ; Seck Y. C. (2006), « Côte d'Ivoire : l'armée, le pouvoir et la crise », *Jeune Afrique* n°2379-2380 du 13 au 26 août 2006 ; Mieu B. (2009), « Côte d'Ivoire : un pays, deux armées », *Jeune Afrique* n°2538, 30 août-5 septembre 2009, p. 28-30 et Airault P. et Mieu B. (2012), « Côte d'Ivoire : méfiance dans les troupes », *Jeune Afrique* n°2692-2693 du 12 au 25 août 2012.

économiques des années 1980, engagée dans les mutations sociopolitiques amorcées par le multipartisme dans les années 1990, instrumentalisée dans la compétition politique et divisée dans le courant des années 2000. Pendant ces décennies, les adaptations des forces de défense à ces évolutions, tout comme leur compromis avec la classe politique ont contribué à l'avènement d'une armée composite. L'étude se propose donc de mettre en lumière les recompositions et intégrations successives des recrues au sein des forces de défense ivoiriennes, de se pencher sur les modes formels et informels d'intégration des hommes de troupe et d'analyser le vécu et le ressenti des acteurs face à cette informalisation de l'institution de défense.

Cette étude entend montrer le processus et les facteurs d'informalisation et d'hybridation de l'organisation sécuritaire ainsi que leurs implications dans sa structuration et son fonctionnement actuel. Elle poursuit les objectifs suivants :

- (I) Produire une cartographie des trajectoires et logiques d'inclusion des recrues au sein de l'armée ivoirienne.
- (II) Identifier les principaux facteurs des processus de dérégulation des forces de défense ivoiriennes.
- (III) Relever et analyser les perceptions des acteurs relativement à l'état composite et dérégulé des forces armées.

Contexte de l'étude et état du problème

Entre réformes annoncées et soulèvements

Les dénominations successives des FANCI (Forces armées nationales de Côte d'Ivoire), FDS-CI (Forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire), FRCI (Forces républicaines de Côte d'Ivoire) et aujourd'hui FACI (Forces armées de Côte d'Ivoire, nouvelle dénomination depuis novembre 2016) rendent compte de l'histoire politique d'un corps social cherchant à définir ou redéfinir son rôle dans la société.

Les Forces républicaines de Côte d'Ivoire, (FRCI) créées par décret en mars 2011, apparaissent dans le contexte de crise postélectorale faisant suite au refus du président sortant Laurent Gbagbo de reconnaître l'élection d'Alassane Ouattara (Fofana 2011). Ce dernier, pour équilibrer le rapport de forces, a recours à l'ancienne armée rebelle des FAFN (Forces armées des Forces nouvelles) de Soro Guillaume, mais aussi d'une partie de l'armée gouvernementale qui a fait défection à Laurent Gbagbo. Les FRCI comportant une majorité de combattants

originaires des groupes ethniques du Nord furent ainsi difficilement perçues comme porteuses de valeurs républicaines. À cela, il faut rajouter les profils et trajectoires sociales de certains soldats (faible niveau d'éducation, repris de justice, etc.) et leurs conditions d'engagement dans un contexte de forte fragilisation de la cohésion nationale. Dans l'opinion publique nationale, et à la suite de confrontations parfois violentes entre des populations visiblement hostiles et cette armée recomposée, il est apparu le terme de « FRères CIssé » pour ironiquement désigner les FRCI. « Cissé » étant un patronyme qu'on veut emblématique des groupes ethniques du Nord ivoirien et même au-delà : Mali, Guinée, Burkina... Le projet d'unification des forces armées de l'ex-rébellion et des forces pro-gouvernementales porté par les FRCI était donc galvaudé par une partie de l'imaginaire social ; ce qui l'éloignait également du creuset de l'unité nationale que l'armée devrait incarner. C'est vraisemblablement pour ces raisons et contextes, et dans l'optique d'améliorer l'image de cette armée auprès de l'opinion nationale que la dénomination FACI (Forces armées de Côte d'Ivoire) a remplacé celle de FRCI.

Les forces de défense ivoiriennes se trouvent dans une phase de mise en œuvre des réformes annoncées par le gouvernement après la crise postélectorale de 2010-11. Une loi portant organisation de la défense et des Forces armées de Côte d'Ivoire a été votée en juin 2016 par l'Assemblée nationale. Le gouvernement s'apprêtait à amorcer les actions ambitieuses planifiées dans la loi de programmation militaire dont l'exécution fut évaluée à plus de 2.000 milliards de francs CFA (3,8 milliards d'euros) jusqu'en 2020² lorsque des mutineries ont éclaté début janvier 2017 dans les camps et casernes à Bouaké, Bondoukou, Daloa, Korhogo et Abidjan. Les soldats anciennement combattants des FAFN (Forces armées des Forces nouvelles) et intégrés à l'armée conformément à l'Accord politique de Ouagadougou (APO) réclamaient des primes, des avancements en grade et de meilleures conditions sociales.

Le 18 novembre 2014, un premier soulèvement avait déjà ébranlé la sérénité du régime. Ce premier mouvement de grogne, débuté à Bouaké, s'était généralisé aux camps d'Abidjan, Daloa et Korhogo. Les problèmes posés à l'occasion de cette sortie des militaires, dont une majorité de nouvelles recrues et d'anciens ex-FDS (Forces de défense et de sécurité, soit les forces de l'ancienne armée nationale d'avant la crise postélectorale), avaient été rapidement résolus. Diligemment, le ministre de l'Intérieur³ (le 19 novembre) puis le Président Ouattara

² Globalement, cette loi prévoit la modernisation et des achats d'équipements pour 1,2 milliard d'euros et une refonte des effectifs.

³ Cette intervention du ministre de l'Intérieur en lieu et place du ministre de la Défense s'explique en référence à la guerre que se mèneraient en sourdine Guillaume Soro (ex-chef de l'armée rebelle, ex-ministre de la Défense et actuel président de l'Assemblée nationale) et Hamed Bakayoko (devenu ministre de la Défense après les

(le 20 novembre 2014), ont alors rencontré les hommes de rang et donné suite à leurs revendications, essentiellement matérielles.

Trois ans plus tard, la mutinerie de janvier 2017, éclatée dans les casernes d'Abidjan, Bouaké, Daloa, Man, et Korhogo, a permis à 8400 soldats - c'est-à-dire les ex-combattants des FAFN - d'obtenir chacun la somme de 12 millions de francs CFA⁴. Le gouvernement, au même moment, confronté aux revendications relatives à la pension de retraite des fonctionnaires en grève, a justifié le paiement de ces primes comme conforme à des dispositions de l'APO. Dans la même veine, les autres « *corps habillés* », notamment les gendarmes et les militaires ex-FDS ont manifesté leur grogne pour revendiquer les mêmes traitements, sans succès. Puis, le 7 février, ce sont les localités d'Adiaké, Olodio et Tengrela qui ont été paralysées par les tirs en l'air des 2600 éléments des forces spéciales, considérées comme un corps d'élite de l'armée. Les revendications de ces dernières sont similaires à celles des autres mutins mais cette fois, il est fait référence à des arriérés de primes qui s'élèveraient à 17 millions de francs CFA pour chaque élément. Les négociations entre ces éléments et leurs hiérarchies ont abouti à l'accalmie mais aucune source officielle n'affirme ou n'infirme le paiement des primes aux soldats des forces spéciales. Ces vagues de soulèvement ont donné lieu à une grande vague de remaniement complet de la hiérarchie de tous les commandements de l'armée et de la gendarmerie au cours du mois de janvier 2017. Les remaniements de cette période n'ont pas fait émerger véritablement des nouvelles têtes dans la hiérarchie militaire. Au contraire, les anciens commandants de zone de l'ex-rébellion ont été repositionnés dans la hiérarchie tandis que des adjoints ont gagné en promotion. Une autre mutinerie en mai 2017 prouvait que la situation n'était toujours pas réglée⁵.

Ces événements récents soulignent l'instabilité de l'armée ivoirienne dont la composition hétérogène n'a pu encore être réformée pour en faire un corps unifié. Les coups de feu et bruits de bottes sont devenus un moyen d'expression des hommes en armes.

mutineries en juillet 2017). Des observateurs de la scène politique ivoirienne voient dans cet événement une manifestation des querelles de succession entre ces jeunes « lous politiques » de la galaxie Ouattara. Des rumeurs circulant ont véhiculé l'idée que Guillaume Soro aurait suscité ou encouragé la grogne des mutins et le ministre Hamed Bakayogo (alors ministre de l'Intérieur), en apaisant les militaires aurait ainsi affirmé sa capacité à exercer également son autorité sur les hommes en armes.

⁴ Du moins un « accord non-officiel » aurait permis d'apaiser les mutins contre le paiement à chacun d'une somme de 5 millions de francs CFA et l'échelonnement du reste de la prime sur 7 mois en raison d'un million de francs CFA par mois. D'ailleurs, les difficultés de trésorerie rencontrées par l'État ont compromis la tenue de cette promesse et occasionné l'éclatement d'un nouveau soulèvement des soldats en mai 2017.

⁵ Du 12 au 15 mai 2017, une nouvelle mutinerie plus menaçante pour la stabilité de l'État éclate dans les différentes casernes du pays. Les soldats réclament cette fois le paiement immédiat du reliquat promis des primes à la suite d'une déclaration de certains des leurs qui disaient renoncer à toutes revendications financières. Ce soulèvement sera analysé plus loin dans cet article.

L'institution de défense montre une fois de plus qu'elle est définitivement une source potentielle d'instabilité et d'insécurité pour le reste du corps social. Sa haute hiérarchie est consciente de ce rôle négatif joué par l'institution et ce, malgré les efforts entrepris pour sa réforme. Aussi, les pans suivants du discours du chef d'état-major général des FACI peuvent-ils s'apprécier à la fois comme programmatique mais aussi comme dévoilant un diagnostic objectif de l'état du problème :

« ... les mouvements d'humeur intervenus dans certains corps paramilitaires ont amené à s'interroger sur le degré de loyauté et d'engagement envers la mère patrie. (...) L'armée doit cesser d'être un problème. Mieux, elle doit renforcer ses liens avec la nation et contribuer à créer les conditions propices au développement... Il s'agira pour nous, d'abord de redorer le blason terni, puis de vivifier le lien armée-nation avec engagement et enfin de doter la nation d'une armée professionnelle, restructurée, résiliente et républicaine »⁶.

Pour notre part, un regard rétrospectif porté sur cette armée permet d'identifier et caractériser les sources de son instabilité interne et la nature de ses rapports avec la classe politique ivoirienne.

La parenthèse FRCI : une armée de conquête du pouvoir

Avant d'être renommées FACI, les FRCI se présentaient comme une unification de toutes les forces armées belligérantes qui ont animé les fronts militaires de la décennie de crise vécue par la Côte d'Ivoire entre 2002 et 2011. Avec 41.230 hommes (22.890 militaires et 18.960 gendarmes)⁷ aujourd'hui, elles se composent en réalité des effectifs successifs des recrues circonstancielle d'une partie des forces armées de l'ex-rébellion (FAFN) et des effectifs officiels et non-officiels de l'armée pro-gouvernementale sous Laurent Gbagbo. Relevant plus de la stratégie de conquête du pouvoir que de la volonté de porter un réel projet d'édification d'une armée imprégnée des valeurs républicaines, leur création⁸ a consacré la mise en œuvre d'une décision prise à l'issue de l'APO en mars 2007 : celle de la création d'une armée hybride. Six années plus tard, on peut légitimement questionner l'état de la cohabitation au sein de cette institution « républicaine » entre, d'une part, les forces résiduelles d'une armée gouvernementale restées « loyales » à l'ex-chef d'État jusqu'à sa défaite militaire et d'autre

⁶ Touré Sékou, chef d'état-major général des FACI, extrait du discours prononcé lors de la cérémonie de présentation des vœux au Président de la République, le 4 janvier 2018.

⁷ Chiffres de la programmation militaire en 2016.

⁸ Elles ont été créées par l'ordonnance N° 2011-33 du 17 mars 2011.

part, les forces hétéroclites d'une armée de rebelles dont la composition et la structuration de la chaîne de commandement étaient alors mal connues. On peut interpréter les mutineries évoquées ci-dessus comme la manifestation des difficultés produites par ces composantes hétéroclites d'hommes obéissant à une chaîne de commandement qui elle-même reste à définir et à consolider.

Un défi pour la stabilité de l'État

Conscient des insuffisances de cette armée qui ne se limitent pas au manque d'équipements, d'infrastructures ou de formation, le Président Ouattara a entrepris dès 2012, dans le cadre des efforts de RSS, de réformer l'appareil de défense. La loi de programmation militaire évoquée plus haut projette un ensemble d'actions à entreprendre pour, aux dires de l'ancien ministre auprès du Président chargé de la Défense Alain Richard Donwahi, « *faire de l'armée ivoirienne un modèle rattaché aux valeurs morales de la République, respectueuse des droits de l'Homme* » d'ici 2020. Le ministre affichait aussi l'ambition de rebâtir une « *armée qui ne s'occupe pas de politique* » pour « *en faire un instrument au service de la République et de ses citoyens* »⁹. Après la série de mutineries de janvier et février 2017, ce dernier estimait lucidement l'ampleur du défi et rappelait, au cours d'une interview qu'au « *sortir d'une dizaine d'années de crises traversées par le pays, il n'est pas facile d'avoir une armée recomposée qui soit aussi facile à tenir, à reconstituer. C'est un travail qui est long* »¹⁰.

Processus d'hybridation et d'informalisation des forces de défense

Nous nous proposons de revisiter un processus, qui après la suspension tacite des règles contenues dans le code de la fonction militaire, a conduit à l'informalisation de l'armée ivoirienne à partir de 1990. Ce processus permit à plusieurs générations de soldats, à la faveur de conjonctures politiques ou d'enjeux porteurs de risques pour les régimes successifs, d'accéder et de se maintenir au sein de l'armée au mépris des règles en vigueur. Ces règles disposent que les soldats appelés, s'ils ne sont pas retenus une fois leur service militaire de 18 mois achevé, retournent à la vie civile ou sont retenus dans l'armée de réserve. En pratique, ce mécanisme s'est enrayé et a été contourné dans le contexte des remous sociaux successifs et des agitations de la sphère politique qui ont cours depuis l'avènement du multipartisme en Côte

⁹ Alain-Richard Donwahi, ministre auprès du Président de la République chargé de la Défense, Interview accordée à l'Agence Ouest-France, publiée sur Imatin le 9 juillet 2016.

¹⁰ Entretien accordé à la télévision « Sika Tv » et dont la vidéo a été diffusée, le vendredi 17 février, sur la page Facebook du Ministère de la Défense.

d'Ivoire. L'indiscipline des soldats et les mutineries qui en sont la forme avancée ont régulièrement été utilisées par les « appelés » jusqu'en 2000. Aussi, certaines recrues circonstancielles des années de braise entre 2002 et 2011 continuent-elles de recourir à la même stratégie somme toute payante. C'est ainsi que depuis 1990, les arrangements et restructurations informels successifs des effectifs sont devenus une constante dans l'édification de l'armée nationale jusqu'à l'avènement des FRCI. Nous passons en revue les maillons plus ou moins visibles de la chaîne d'informalisation du recrutement et du processus d'hybridation des effectifs de l'armée sur au moins trois décennies.

De 1990 à 2012 : les vagues de recrues informelles

L'armée ivoirienne, a subi les effets négatifs de la contraction économique des années 1980. Si le premier Président Houphouët-Boigny n'en a pas fait un pilier fort de sa gouvernance, l'armée et surtout les officiers avaient cependant une place de choix au sein de l'administration. Les mutations sociopolitiques induites par la crise économique ont ainsi été plus fortement ressenties par les jeunes militaires du rang qui étaient assurés de voir leur situation sociale se précariser davantage à la sortie de l'appareil militaire à l'issue de leur service militaire. En réaction, 3338 jeunes soldats des classes 87/1A, 87/2A, 88/1A et 88/2A devant retourner à la vie civile en décembre 1990 et juin 1991, se sont violemment mutinés (Ouattara, 2003)¹¹, ont revendiqué et obtenu un salaire garanti ainsi que leur maintien au sein de l'armée jusqu'à l'âge de 55 ans comme les policiers, les gendarmes et les autres fonctionnaires¹².

Comme le fait remarquer Ouattara Azoumana (2003), cet événement constitue un précédent dans l'histoire de l'armée car, de fait, il a rendu caduques les dispositions relatives au recrutement dans les forces armées prévues par la loi n° 61-210 du 12 juin 1961. Dès lors, des pratiques de gestion des effectifs sous les contraintes économiques ont rendu plus floues les règles pour intégrer l'armée. L'extrait ci-dessous du parcours biographique d'Issiaka Ouattara, alias Wattao, nommé en janvier 2017 Commandant de la Garde républicaine, donne un aperçu de cette époque du dérèglement de l'institution militaire :

¹¹ Le processus officiel de recrutement dans l'armée, après cette période s'est poursuivi mais ne faisait plus l'objet d'annonce publique comme nous l'a confié un ex-officier anciennement membre des FAFN. Des personnes ont ainsi été recrutées à partir de réseaux de liens divers qu'elles avaient avec des membres des forces de défense.

¹² Le maintien dans l'armée jusqu'à 55 ans a conduit à une inversion de la pyramide des âges avec un effectif vieilli au point que la programmation militaire votée redresse cette situation en proposant des départs négociés et des contrats renouvelables aux militaires.

Encadré 1 : Wattao, symbole de parcours atypique

(...) Il apprend donc la mécanique et, en 1986, grâce à un ami, il est recruté dans un garage militaire à Abidjan. À 18 ans, il effectue son service militaire. « À l'époque, raconte-t-il, cela durait un peu moins de deux ans. À la fin, beaucoup demandaient à rester dans l'armée, mais seuls ceux qui avaient des parents bien placés et des relations y parvenaient. »

Engagé après la mutinerie de 1990

En 1990, ceux qui sont renvoyés à la vie civile exigent d'être engagés. C'est la première mutinerie de Wattao. « Pour nous, les enfants de pauvres, c'était notre seule chance d'entrer dans l'armée. » Félix Houphouët-Boigny a 85 ans, il cède. Tous ou presque sont engagés. Issiaka Ouattara devient fantassin et découvre le judo, « pour calmer [son] tempérament de bagarreur »¹³. (...)

Progressivement, en dehors de la législation en vigueur, la hiérarchie militaire perdra le contrôle sur ces groupes de jeunes qui ont alimenté les troupes après avoir foulé au pied les règles. Plus inquiétant, l'armée, en perte de repère, commençait à se concevoir comme une institution d'accueil pour jeunes inadaptés sociaux. D'ailleurs, le colonel Robert Guéï, alors chef d'état-major, avait fait le diagnostic suivant : « *Pendant longtemps en Côte d'Ivoire, l'armée était synonyme de maison de correction. Nous avons donc accueilli durant longtemps des jeunes gens déformés par la société que nous avons essayé de redresser, en leur inculquant la discipline à notre manière...* »¹⁴.

Des règles floues de recrutement et de maintien des hommes ont contribué à l'apparition au sein de l'armée de plusieurs factions qui deviendront plus visibles à la suite du coup d'État de décembre 1999 : « *Camora* », « *Cosa Nostra* », « *Brigade Rouge* », « *Kamajors* », etc. Il s'agit des factions militaires plus ou moins autonomes qui se sont constituées au sein de l'armée au cours de la transition militaire sous le général Guéï et se sont illustrées par leurs exactions. Elles ont fonctionné comme des milices urbaines dont le leadership était assumé par des sous-officiers qui étaient en première ligne de la mutinerie puis du coup d'État de 1999. Ces derniers, sans être les plus visibles de la transition conduite par le CNSP (Comité national de salut public), régentaient le fonctionnement quotidien de la sécurité dans certains espaces qui

¹³ Niakate H., « [Wattao, l'insubmersible](#) », *Jeune Afrique* du 20 février 2017.

Issiaka Ouattara, comme bien d'autres militaires fut victime de la purge entreprise par le général Robert Guéï. Ce dernier, après sa prise de pouvoir, soupçonnait un groupe de militaires comme étant des soutiens de l'opposant Alassane Ouattara au sein de l'armée. C'est ainsi qu'après les emprisonnements, la torture et l'exil, la trajectoire de Wattao rejoint celle des autres soldats à l'origine de la rébellion de 2002.

¹⁴ « Exclusif : FANCI, une nouvelle armée », Interview de Robert Guéï, *Fraternité-Matin* n°7902 du 06 février 1991, p. 10.

s'apparentaient à des fiefs. La « Camora » et la « Brigade rouge » étaient placées sous les ordres du lieutenant Boka Yapi, homme de confiance du général Guéï. « Kamajors » est le nom choisi par un autre groupe de mutins qui avait pris la télévision et avait installé ses quartiers autour de ce site ; ce groupe était dirigé par un certain « Kadhafi ». Enfin la « *Cosa Nostra* » était dirigée par le sergent-chef Ibrahim Coulibaly, dit « IB », un des hommes forts de la junte de Guéï avant d'être écarté et exilé en août 2000. Bien que le coup d'État de 1999 se soit opéré « sans effusion de sang », il donne ainsi lieu à l'établissement d'un climat social de terreur tenu par ces factions. Comme le résume Francis Akindès, « [c]es forces libérées prennent prétexte de la logique sécuritaire pour racketter et piller les populations civiles, comme si elles se vengeaient de tant d'années de marginalisation et de déclassement sociaux. (...) Toutes choses qui, au lieu d'apporter le changement souhaité d'un autre ordre social et politique, causaient plutôt un véritable traumatisme au sein de la société ivoirienne ». ¹⁵

L'avènement des FRCI est une autre preuve des conjonctures politiques qui ont conduit à l'informalisation de l'accès à l'armée. En effet, leur création, en même temps qu'elle est une ultime preuve des influences du jeu politique sur l'institution de défense nationale, consacre la prise en compte officielle de ces différentes générations de cohortes au sein de l'effectif militaire. Les contextes ainsi que les conditions d'accès et de maintien de ces dernières au sein de l'armée sont tout autant exceptionnels qu'informels, comme nous le montrerons par la suite. Ainsi, au fil de longues années, l'informalisation du recrutement qui ne donnait aucune lisibilité sur les conditions d'intégration au sein de l'armée, s'est perpétuée. Cela a développé dans l'imaginaire de nombreux jeunes l'idée qu'il faut bénéficier de privilèges ou de relations particulières avec des militaires haut placés dans l'armée nationale pour espérer devenir « *un corps habillé* ». Une telle perception était notamment répandue chez les combattants de la rébellion. Nous avons montré dans nos travaux sur les trajectoires sociales de ces jeunes combattants qu'au-delà du discours sur la justice sociale et les récriminations contre « l'ivoirité », l'enrôlement au sein de la rébellion était en partie perçu comme une voie d'accès à l'armée nationale. ¹⁶

¹⁵ Akindès F. (2007), « La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d'une nation », in Poame L., *Penser la crise ivoirienne*, Paris, Menaibuc, p. 26.

¹⁶ Fofana M. (2011), « Des Forces Nouvelles aux Forces Républicaines de Côte d'Ivoire, Comment une rébellion devient républicaine », *Politique Africaine* n°122, juin 2011, p. 161-178.

Encadré 2 : On voulait rentrer dans l'armée

« Nous, on voulait rentrer dans l'armée et on ne savait pas comment faire... Donc voilà une occasion (la rébellion de 2002) qu'on a eue pour rentrer dans l'armée ! (...) Pourquoi ? Parce que avant pour rentrer dans l'armée si tu n'as pas quelqu'un devant toi, qui est un peu...heu... qui connaît beaucoup de personnes pour pouvoir inscrire ton nom, tu peux pas. Les Forces nouvelles ça a été l'occasion de rentrer dans l'armée ».

Métola, 25 ans, 06/01/2007¹⁷

À l'image de Métola, de nombreux ex-combattants sont restés mobilisés de manière informelle au sein des troupes des Forces nouvelles longtemps après la crise postélectorale : cette longue mobilisation s'explique non pas seulement par une indéfectible loyauté à l'égard de leurs anciens « *com-zones*¹⁸ », mais aussi par la promesse tacite que ces derniers leur ont faite de les intégrer dans l'armée au sortir de la crise. Cette attente n'avait rien d'illusoire puisque l'exemple des parcours atypiques des chefs de guerre de l'ex- rébellion prouve qu'il est possible de faire carrière dans cette armée sans avoir eu de « coup de pouce ».

On peut mieux comprendre cette informalisation du recrutement en revenant sur les différentes couches hybrides qui composent l'armée ivoirienne.

Les « Zinzins, Bahéfouès et Godobés »

Premièrement, les dénominations « Zinzins, Bahéfouès et Godobés » désignent plusieurs classes de soldats appelés dans le courant des années 1990 à 2000 qui ont réussi par la révolte à se maintenir au sein de l'armée. Sous le Président Bédié, en 1996, au sortir d'une compétition politique rude marquée par le « boycott actif » de l'élection présidentielle par une opposition unie, ce sont cette fois, 600 appelés de la garde républicaine en fin de service qui refusent de quitter l'armée et se révoltent. Ces vagues de militaires ont obtenu d'être incorporées pour achever une carrière dans les forces jusqu'à la retraite à 55 ans.

En 2000, un effectif avoisinant les 750 hommes appartenant en majorité à la classe 98/2A (les « Zinzins et Bayéfouhê ») auxquels s'ajoutaient des soldats de première classe de la promotion 1999 (les « Godobés ») ayant terminé leur service militaire de 18 mois, refuse la démobilisation. Les « Zinzins et Bayéfouhê » sont en fait des groupes de soldats anciennement démobilisés que le général Guéï avait rappelés et intégrés à sa garde personnelle. Ils auraient

¹⁷ Fofana M. (2012), *Ethnographie des trajectoires sociales des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, septembre 2012, p.178.

¹⁸ Commandants de zones de l'ancienne zone CNO (centre-nord-ouest) contrôlée par la rébellion.

même été maintenus par le général Gueï devenu chef d'État, avec en bonus une hausse de solde. À la faveur du changement de pouvoir après octobre 2000, ils auraient dû être à nouveau démobilisés et étaient ainsi sous la menace d'une radiation des effectifs en 2002 sous le régime Gbagbo. L'éclatement de la rébellion en septembre 2002 aurait coïncidé avec leur projet de mutinerie qui aurait été dilué dans l'action plus stratégiquement élaborée des chefs de la rébellion du MPC¹⁹.

Les accès dérégulés de ces cohortes à partir de 1990 ont, semble-t-il, apporté les premiers germes d'une instabilité durable au sein de l'armée. En effet, il suffit de faire remarquer que les chefs militaires de la rébellion de septembre 2002 tels que le sergent-chef Ibrahim Coulibaly alias IB (ex-chef de la *Cosa Nostra*), l'adjudant Tuo Fozié, le sergent Chérif Ousmane, l'adjudant-chef Messamba Koné, le sergent-chef Irénée Kablan, le caporal Oumar Diarrasouba alias Zaga-Zaga, le sergent-chef Souleymane Diomandé alias La Grenade, le sergent Ouattara Issiaka alias Wattao (également ex-membre de la *Cosa Nostra*), le caporal-chef Adama Coulibaly Bachir alias Adams (ex-membre de la *Cosa Nostra*), le sergent-chef Bamba Kassoum alias Kass, Koné Zakaria, etc. étaient tous membres de ces troupes appelées Zinzins et Bahéfouès rappelées sous le régime de Robert Gueï.

Ces classes de soldats, dont les engagements au sein des FAFN furent décisifs, ont été intégrées au sein de l'armée officiellement le 23 novembre 2009²⁰. Les « zinzins, bahéfouès et godobés » ont donc obtenu finalement gain de cause et ont été répartis dans les démembrements de l'armée à partir de cette date.

Les recrues civiles des FAFN (Forces armées des Forces nouvelles)

Les FAFN sont le regroupement des trois mouvements armés qui sont successivement apparus sur les fronts militaires à partir de septembre 2002. Il s'agit du MPC (Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire), du MPIGO (Mouvement populaire ivoirien du grand Ouest) et du MJP (Mouvement pour la justice et la paix). Ces trois rébellions - qui ont éclaté dans des contextes tout aussi différents que les motifs qui les justifiaient - se sont officiellement unifiées le 22 décembre 2002 pour former une seule entité connue sous le nom de « Forces nouvelles

¹⁹ Nous avons pu établir à partir de témoignages concordants (entre 2004 et 2008) que les Zinzins et Bahéfouès, auxquels appartenait une bonne partie des têtes de la rébellion avaient déjà entamé leur soulèvement à Bouaké le 18 septembre 2002. Ils ont reçu le soutien armé des militaires exilés du Burkina et par la suite le renfort des recrues civiles.

²⁰ La question des grades et la réinsertion dans l'armée des ex-FDS ayant appartenu à la rébellion étaient devenues après l'APO un impératif de la sortie de crise. Après l'intégration officielle des généraux de la rébellion intervenue le 17 novembre 2009, celle des autres militaires rebelles a été actée le 23 novembre par le camp gouvernemental pour montrer sa volonté d'aller à l'élection présidentielle d'octobre 2010.

de Côte d'Ivoire » avec à sa tête Guillaume Soro. Ensemble, occupant un peu plus de 60% du territoire national, leurs combattants avaient la caractéristique d'être majoritairement des civils issus des zones assiégées. Une majorité de combattants était originaire des groupes ethniques du Nord et de l'Ouest. Akindès et Fofana (2012) observent que ces combattants ont en commun de vouloir combattre le pouvoir de Gbagbo, perçu comme excluant leurs groupes ethniques. Autour du noyau militaire des groupes armés, il s'est ainsi rassemblé une majorité de combattants civils aux profils divers allant de l'étudiant, à l'élève déscolarisé ou à l'agriculteur en passant par le repris de justice, etc.²¹ Comme en témoignait l'un de nos interviewés qui fut en charge du recrutement et de la formation au sein des FAFN, l'armée rebelle a accueilli au départ cette ressource humaine sans sélection :

*« Dans un premier temps, tous ceux qui sont accourus vers nos forces ont été retenus. Mais c'est dans la durée que nous avons classé nos éléments. Nous n'avons pas fait des choix systématiques au début, c'est à l'appréciation du chef qui est sur le terrain que les hommes étaient affectés à des tâches spécifiques. C'est longtemps après que nous avons mis un état-major en place, alors la gestion n'était pas au début celle d'une armée moderne. Mais nous avons repéré ceux qui avaient une instruction du niveau baccalauréat plus et brevet des collèges qui ont été intégrés dans l'administration. On les a formés sur le tas ».*²²

En avril 2008, le PNDDR (Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration) en charge de la démobilisation avait profilé 32777 combattants appartenant aux FAFN. Dans le cadre de la sortie de crise, les parties étaient d'accord sur la nécessité de l'édification d'une nouvelle armée, les différents additifs à l'APO ont permis de discuter des quotas d'ex-combattants des FAFN qui intégreraient la nouvelle armée à la fin de la crise²³. Ainsi les Volontaires pour l'armée nouvelle, appelés « VAN », ex-combattants des FAFN, au nombre de 5000 devaient-ils intégrer la nouvelle armée de Côte d'Ivoire. Environ 4000 de ces ex-combattants devaient être intégrés dans la police et la gendarmerie tandis que 1000 autres rejoindraient les forces paramilitaires (Douanes et eaux et forêts). Le reste de l'ancien effectif

²¹ Le PNDDR qui a procédé à l'identification et au profilage de ces effectifs, disposerait des statistiques sur les combattants rebelles. Cependant, cette structure ainsi que celles qui lui ont succédé n'ont jamais permis l'accès des chercheurs à ces chiffres.

²² Entretien avec Major Camara, 26/12/2006. Source : Fofana M. (2012), *Ethnographie des trajectoires sociales des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, septembre 2012, p.102.

²³ Les questions des grades des militaires et de l'intégration des policiers et gendarmes des FAFN qui entravaient encore la réunification des deux armées ont été réglées par un décret présidentiel pris lors d'une visite d'État du Président Laurent Gbagbo à Séguéla le 17 novembre 2009.

des combattants FAFN estimé alors autour de 35.000 personnes serait orienté vers les structures en charge de leur réinsertion socioéconomique.

Les répartitions et modes d'intégration des ex-rebelles dans l'armée seront en partie faussés par la sortie de crise violente à l'issue du conflit post-électoral. De nouveaux types de combattants dits « associés » vont apparaître aux côtés des ex-FAFN.

Les soldats « Haut les cœurs » et les vrais « faux militaires » des FDS

Dans la logique d'une réaction contre-insurrectionnelle, face aux difficultés réelles de l'armée à combattre efficacement contre la rébellion du MPCI, le régime Gbagbo à travers son réseau de soutien de « jeunes patriotes » avait organisé le recrutement de supplétifs pour soutenir les FANCI. Ainsi, en décembre 2002, lors d'une première vague de recrutement des 3000 jeunes supplétifs pour appuyer les FANCI engagées sur les différents fronts, ce sont plus de 30.000 jeunes ivoiriens qui avaient répondu à l'appel sous le drapeau. Les jeunes retenus n'avaient pas encore exercé un premier emploi avant l'éclatement de la crise. Une seconde vague de 1000 autres supplétifs aurait été recrutée cette fois grâce à l'implication personnelle de Charles Blé Goudé, alors principal leader des organisations de jeunes soutenant le régime Gbagbo. En somme, en 2003, ce sont ces recrues proches des milieux patriotiques et autres milices civiles ayant une articulation militaire qui rejoignent l'armée en difficulté. Au nombre d'environ 4.000, ces derniers encore appelés soldats « *Haut les cœurs* » - en référence aux primes de motivation payées²⁴ - deviennent des militaires pour suppléer une armée vieillissante et mal équipée. Mentionnons par ailleurs, que le premier accord inter-ivoirien signé en France à Marcoussis en janvier 2003 avait décidé que cette catégorie de soldats soit extraite de l'armée. Cette décision ne sera jamais exécutée.

Soulignons la proximité qui a caractérisé les rapports entre les nombreuses milices pro-gouvernementales et les FDS acquises au régime tout au long de la crise politico-militaire. Il s'agit pour les plus connues du GPP (Groupement des patriotes pour la Paix), du FLGO (Front de libération du Grand Ouest), de l'AP-Wê (Alliance des patriotes Wê), du MILOCI (Mouvement ivoirien pour la libération de l'ouest de la Côte d'Ivoire), de l'UPLTCI (Union des patriotes pour la libération totale de Côte d'Ivoire), tous, groupements armés qui ont

²⁴ Cette prime de motivation fixée à 50.000 francs CFA leur était versée en plus du salaire. Les « haut les cœurs » ont été versés à tous les FDS à partir de 2002. Le paiement de cette prime contraignait le régime à décaisser mensuellement 3,8 milliards de francs CFA (5,7 millions d'euros). Le ministre de la Défense sous Gbagbo, M. Kadet Bertin qui envisageait de la réduire de moitié a essuyé le 29 mars 2005 une fronde de plus de mille policiers stagiaires qui sont descendus dans les rues du Plateau, quartier administratif d'Abidjan qu'ils ont paralysé avec des barricades. Au bout de quelques heures, ces derniers ont touché leur prime.

essaimé et semé la terreur dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement et particulièrement dans l'ouest du pays. Bien que leur démantèlement ait été décidé et partiellement exécuté en 2005, les responsables de ces milices ont gardé des relations privilégiées avec l'armée et les milieux politiques pro-gouvernementaux. À partir de réseaux informels, nombreux de ces miliciens auraient été intégrés dans les forces armées et s'y sont maintenus jusqu'aux affrontements postélectorales pendant lesquels les milices citées plus haut ont été remobilisées. Une dernière vague de combattants a même été recrutée pendant la période du conflit postélectoral. Ainsi des jeunes, sous le prétexte qu'ils intégreraient l'armée après la crise, se sont-ils fait enrôler par des réseaux proches des mouvements patriotiques, souvent contre le paiement de sommes d'argent. C'est ce groupe de soldats qui sera découvert et dénoncé comme constitué de « *faux militaires* » à la faveur du retour des militaires exilés en janvier 2014²⁵. Sur près de 4000 ex-combattants pro-Gbagbo rentrés d'exil, 2000 étaient des ex-miliciens. Sur les 2000 autres, 200 se considéraient comme des militaires mais après vérification seuls 27 revenus étaient de vrais militaires qui ont été réintégrés en avril 2014. Ainsi sur toute la période de crise, les autres n'avaient pas de matricules militaires mais étaient présents dans les camps. Les 173 autres avaient été radiés de l'armée depuis 2008 et 2009. La liste des 2000 miliciens a été transmise à la structure en charge de la réinsertion des démobilisés.

Les sous-officiers de réserve des FANCI

Une autre couche de l'armée ivoirienne correspond aux sous-officiers de réserve des FANCI. Il s'agit d'un ensemble de classes de soldats qui, après leur service militaire, ont été mis à la disposition de l'armée de réserve. Rappelons que jusqu'en 2000, les forces de réserve comptaient 12.000 hommes tandis que les FANCI en comptaient environ 18.000, dont 8 000 gendarmes et 1100 hommes pour la Garde présidentielle. Les réservistes ont fait l'expérience singulière d'être réactivés pendant la situation exceptionnelle de l'éclatement de la rébellion, avec la particularité d'avoir rejoint pour certains l'armée gouvernementale et pour les autres les rangs de leurs frères d'armes mutins au sein de la rébellion. Ils étaient moins de 300 sous-officiers de réserve à se retrouver partagés entre la rébellion et l'armée gouvernementale. Ils ont été dans les deux camps belligérants des formateurs, encadreurs et même des chefs de

²⁵ Les combattants pro-Gbagbo défaits pendant les affrontements postélectorales se sont majoritairement réfugiés au Ghana et au Togo et dans une moindre proportion au Liberia. Après la prise du pouvoir par Alassane Ouattara, les FRCI ont subi de façon répétée des attaques à l'Ouest et à l'Est dont les bases de préparation des opérations militaires se trouvaient au Liberia et au Ghana.

troupes dont les états de service étaient exemplaires et appréciés. À la faveur des accords et de la restructuration de l'armée, après une inspection des forces des deux armées (gouvernementale et rebelle), un message officiel de la haute hiérarchie militaire en date du 16 juin 2008 avait confirmé la décision d'intégrer ces sous-officiers de réserve dans les corps paramilitaires (Douanes, eaux et forêts, Gardes pénitentiaires). Cette décision a été appliquée pour ceux qui étaient dans l'armée gouvernementale tandis que les sous-officiers de réserve au sein des FAFN, au nombre de 103, n'ont pas été intégrés. Selon le porte-parole²⁶ de ces derniers, la hiérarchie des Forces nouvelles a préféré privilégier l'intégration des Zinzins et Bahéfouès qui étaient plus introduits dans l'armée rebelle. Il estime, par ailleurs, que les chefs de la rébellion ont préféré octroyer les postes dans les corps paramilitaires à leurs parents et proches qui bien souvent n'étaient même pas des combattants dans la rébellion.

Les combattants associés aux FRCI

Dans le dénouement violent de la crise postélectorale, les FAFN rebaptisées FRCI, ont entamé une offensive sur les positions de forces armées pro-Gbagbo à partir du 28 mars 2011. De nombreux civils issus des villes progressivement reprises se sont joints aux FRCI. Ils sont devenus des recrues de fait de cette armée. Ces combattants de la dernière heure, désignés sous l'appellation de « *combattants associés* », ont participé aux assauts des FRCI lancés sur Abidjan à partir du 4 avril. On identifie également sous ce vocable des anciens combattants démobilisés des FAFN qui ont été remobilisés, des jeunes partisans ainsi que des combattants issus du « *commando invisible* » d'Abobo qui, durant plusieurs mois ont résisté aux forces progouvernementales à Abidjan. Leur nombre n'a jamais été déterminé précisément mais en juin 2011, le PNRRC (Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire)²⁷ révélait que ces jeunes volontaires engagés aux côtés des FRCI étaient au nombre de 7.786 pour la seule ville d'Abidjan. De nos entretiens avec un ancien responsable de l'ADDR (Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration) qui eut la charge du

²⁶ Sergent Kouakou Emmanuel, président de l'association des sous-officiers de réserve des FANCI, au cours d'une conférence de presse animée le 22 juillet 2012 à Bouaké.

²⁷ Le Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire (PNRRC) est l'un des principaux instruments de mise en œuvre des politiques publiques de sortie de crise dont les actions ciblèrent les ex-combattants anciennement associés au conflit sur tout le territoire ivoirien. En effet, avant l'APO, malgré des accords de paix successifs conclus entre les protagonistes de la crise, le processus de DDR n'avait pu démarrer. En partie, le climat généralisé de méfiance réciproque avant l'APO expliquait les réticences des uns et des autres à s'engager dans un tel processus qui aurait marqué le véritable début de la période post-conflit. Le PNRRC créé par arrêté du Premier ministre Guillaume Soro, juste à la sortie de l'accord de Ouaga, a remplacé en septembre 2007 l'ancien PNDDR-RC (Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration - réhabilitation communautaire).

recensement des combattants des deux camps, il est apparu un écart entre les chiffres transmis, au départ, par les *com-zones* et l'état-major et ceux produits ensuite par les services de la réinsertion. Les « combattants associés » à leurs troupes, avaient été estimés à 22.071 hommes par les *com-zones*, tandis que l'ADDR, en février 2013, a identifié sur le terrain 13.102 associés ; soit un écart de 8.969. Selon nos informateurs, les chefs militaires auraient gonflé leurs chiffres parce qu'ils s'attendaient à recevoir directement les dotations financières pour entretenir leurs effectifs.

En tenant compte de cette nouvelle donne de l'accroissement démographique du nombre de combattants à gérer après la crise violente, les travaux d'un atelier sur la restructuration de la nouvelle armée ont arrêté l'intégration de 11.000 éléments dans l'Armée nouvelle dont 8.400 éléments issus des ex-FAFN conformément à l'Accord politique de Ouagadougou (APO) et 2.600 éléments associés aux FRCI retenus parmi l'effectif réel de 13.102 hommes.

Ces recrutements au sein des combattants ex-associés aux FRCI demeurent flous : nos interviewés n'ont pu nous renseigner sur des critères objectifs qui les ont conduits car, en effet, les choix étaient laissés à la discrétion des « chefs » militaires et *com-zones*. Par ailleurs, l'on ne dispose pas d'informations officielles sur le lot des « combattants associés » qui n'ont pas intégré l'armée après qu'ils aient été référés à l'ADDR. Cet état de fait laisse croire à l'existence de « soldats de la zone grise » qui seraient restés attachés à leurs chefs et qui n'ont pas de matricule militaire encore aujourd'hui.

Les soldats de la « zone grise »

Comme nous l'avons montré pour les « vrais faux » militaires, dans les rangs des forces militaires pro-Gbagbo devenus plus visibles à l'occasion de leur retour d'exil, il semble qu'une zone grise existe aussi dans les effectifs actuels des FRCI. En effet, comme l'a souligné A. Leboeuf (2016), on comptait parmi les FRCI des jeunes associés, sans matricule militaire, qui continuaient d'être présents dans les camps²⁸. Leur présence est plus marquée au sein des bataillons de sécurisation²⁹ notamment à l'Est et à l'Ouest. Une opération dénommée

²⁸ Leboeuf A. (2016), « La réforme de sécurité à l'ivoirienne », *Les études IFRI*, Programme Afrique subsaharienne, mars 2016.

²⁹ Il s'agit de bataillons opérationnels de l'armée mais qui ont vu leur rôle renforcé dans le système de sécurité induit par la sortie de crise violente. En effet, comme le souligne Leboeuf, les autres bataillons hérités de l'armée pro-Gbagbo n'inspirant pas confiance n'ont pas été équipés tandis que les bataillons de sécurisation de l'Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est, sous le commandement respectif de Fofana Losseni, Dramane Soro et Morou Ouattara, des transfuges de l'armée rebelle, ont été renforcés notamment pour parer aux attaques venant des flancs est et ouest du pays fomentées par les militaires pro-Gbagbo exilés. Ces bataillons bien que fonctionnels n'existeraient sur aucune base légale selon les informations rapportées par Leboeuf (in Leboeuf A. (2016), op. cit., p. 31-32).

« *Bonheur* » a été menée par l'armée entre le 20 avril et le 2 juin 2015 pour identifier les associés aux FRCI, récolter et marquer leurs armes. Au cours de cette opération, ce sont 4.929 personnes qui ont été enregistrées sous le statut de combattants associés sur 8 sites publics et privés que ces derniers devaient libérer. Un ultimatum leur avait été fixé jusqu'au 30 juin 2015 pour s'intégrer au programme de réinsertion conduit par l'ADDR (Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion). Il ressort cependant que cette opération devait initialement cibler environ 14 000 combattants si l'on se réfère aux chiffres consolidés après déclaration des commandants des forces qui ont accueilli ces combattants lors des confrontations armées de la crise postélectorale. Il existerait ainsi une marge grise dans les effectifs militaires, toujours occupée par ces « sans-matricules ». Ils seraient maintenus dans les corps, notamment dans les Bataillons de sécurisation de l'Ouest (BSO) du Sud-Ouest (BSSO) et de l'Est (BSE) pour des raisons d'efficacité pratique face aux actions militaires que mèneraient des forces résiduelles pro-Gbagbo depuis le Ghana et le Liberia.

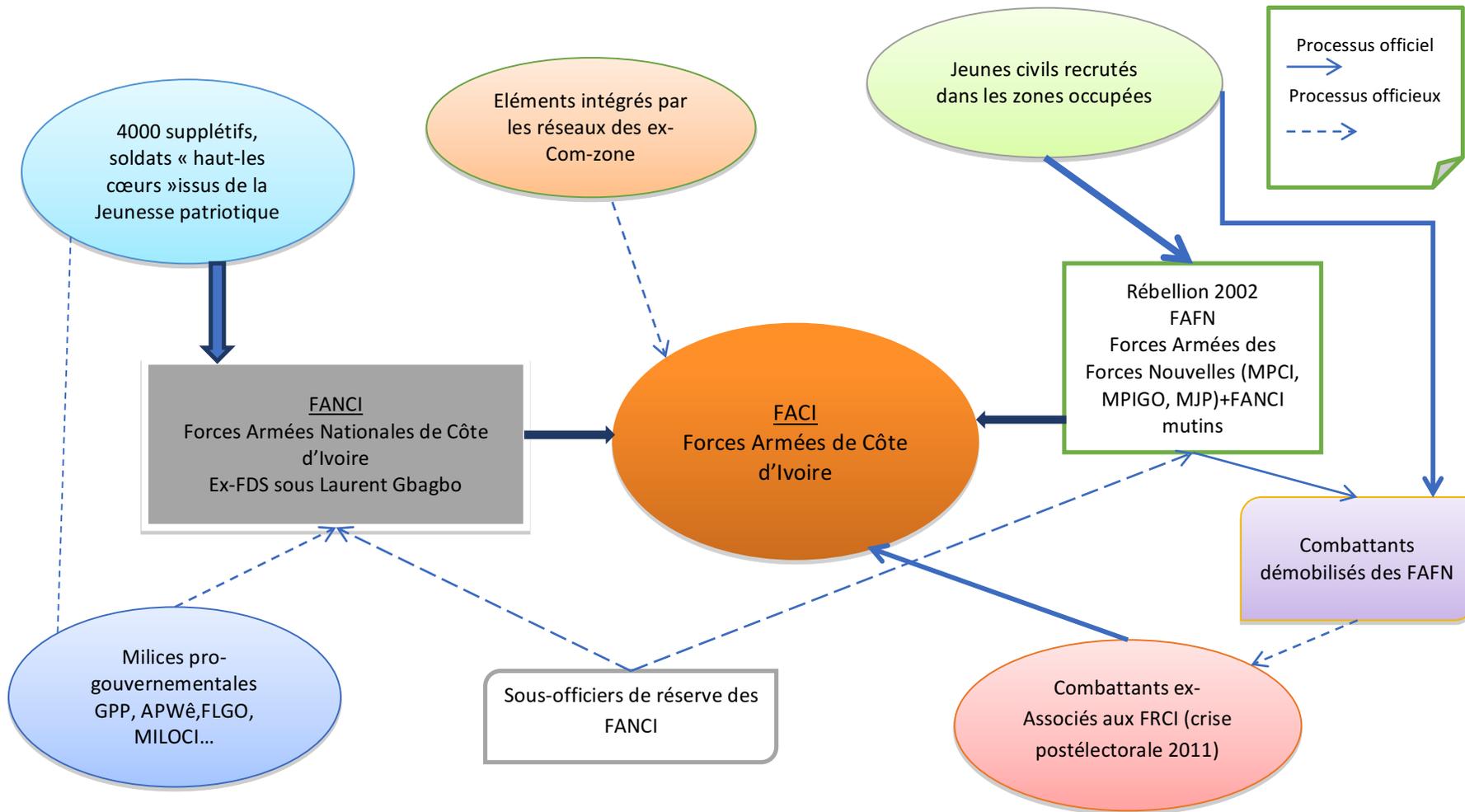
Processus officiels et officieux

On peut relever dans ce processus d'informalisation décrit plus haut, une juxtaposition de recrutements officiels et de recrutements officieux, qui se sont tout à la fois déroulés à la marge des règles en vigueur. Ainsi, bien qu'étant tout aussi informels, pourrait-on prudemment qualifier comme étant officiels le maintien des conscrits révoltés de 1990 et 1995, l'intégration des « *Zinzins, Bahéfoués et Godobés* » en 2008, l'intégration des 4000 supplétifs de 2002, l'intégration des combattants des FAFN décidée par l'APO ainsi que celle des « associés aux FRCI » dans la crise postélectorale de 2010 entérinée par les réformes d'après crise en 2012.

Parallèlement à ces recrutements, on peut souligner l'existence d'une dynamique de recrutement officieux. Il s'agit de réseaux d'intégration de miliciens au sein de l'armée après la crise de 2002, du recrutement de certains jeunes pendant la crise postélectorale à travers les réseaux d'organisation de « jeunes patriotes », de la remobilisation des combattants des milices progouvernementales, de la remobilisation des ex-combattants des FAFN pendant les affrontements de la crise postélectorale ainsi que du probable maintien de combattants sans matricule au sein des FACI.

Comme on le constate, la construction de l'armée ivoirienne s'est édifiée, en partie, au fil de vagues successives d'accès par effraction à ses différents corps d'armes. Nous relevons que les divers contextes d'intégration de ces recrues dans l'armée ont nourri un long processus d'informalisation de l'institution. Pour diverses raisons tenant entre autres, soit aux contractions économiques, soit aux stratagèmes politiques (en partie, construits autour des origines ethniques et régionales pour le contrôle des hommes en armes, cf. *infra*) ou encore à l'éloignement d'un véritable projet de « républicanisation » de l'armée, les troupes autant que les chaînes de commandement ont été affectées par cette informalité.

Figure 1 : Schéma récapitulatif des catégories de soldats intégrées dans l'armée au sortir de la crise postélectorale



De l'informalité au sein de l'armée ivoirienne

Les forces de défense et de sécurité ont eu avec le Président Houphouët-Boigny une longue histoire de privilèges : selon Kieffer (2000), celui-ci avait compris comment apaiser les tensions au sein de l'armée et entre les hommes en armes et la classe politique. Il procéda tout d'abord en dotant l'armée d'un statut privilégié, avec des soldes et conditions matérielles confortables ; ensuite en lui donnant un rôle dans le fonctionnement de l'État. C'est ainsi que les militaires furent intégrés à l'administration publique à des postes fortement rémunérés ; les logements de service des policiers, gendarmes et militaires continuèrent d'être couverts par les baux pendant que les autres fonctionnaires de l'État furent exclus de ce traitement en 1983. Ce traitement de faveur n'empêchera cependant pas l'irruption de l'armée et de la police sur la scène des revendications sociales en 1990³⁰. Bien que le Président ait chaque fois apporté des réponses favorables aux préoccupations, des tensions identitaires à caractère ethnique sont toujours restées en toile de fond des remous internes à l'armée.

Ni muette, ni disciplinée

L'histoire de l'armée ivoirienne est marquée par plusieurs mutineries qui sont soit en lien avec la grogne des troupes pour des raisons pécuniaires et d'amélioration des conditions sociales, soit en lien avec des contextes politiques. En 1990, les troupes de l'armée sous le haut commandement de Robert Guéi³¹, sont composées de jeunes soldats qui se révoltent et obtiennent d'effectuer une plus longue carrière militaire. Ils sont par la suite engagés dans une opération punitive contre les étudiants de la cité universitaire de Yopougon et sont utilisés dans les opérations de maintien de l'ordre, notamment au cours des manifestations de l'opposition politique. L'institution de défense s'engageait donc depuis cette période à la fois dans une forme de compromission avec les hommes politiques³² tandis que l'expérience de la révolte devient

³⁰ Il s'agit de la mutinerie des contingents de jeunes soldats en mai 1990 déjà évoquée plus haut. Pour la résolution de cette crise, un plan d'urgence pour l'armée fut mis en place grâce aux faveurs de Félix Houphouët-Boigny. Le Président de la République a accordé le réengagement exceptionnel des quatre contingents (soit 3338 jeunes recrues) qui avaient été à la base de la révolte. Au cours d'une visite d'inspection des FANCI, le Général français Lacaze a pu constater une amélioration des conditions de vie des soldats et un rétablissement de la discipline militaire. Source : « Exclusif : FANCI, une nouvelle armée », Interview de Robert Guéi, *Fraternité-Matin* (Quotidien d'Abidjan) n°7902 du mercredi 06 février 1991.

³¹ Celui-ci alors colonel avait été promu chef d'état-major. Ainsi par un effet évident d'inversion dans la hiérarchie militaire, plusieurs généraux, soit de corps d'armée, soit de division soit de brigade se retrouvaient sous les ordres d'un colonel.

³² Plusieurs faits pourraient être rappelés pour montrer la constante proximité ou collusion entre les forces de défense et la classe politique. Entre autres, on peut rappeler en juin 2005, sous le régime Gbagbo, l'arrestation par la Garde républicaine et le passage à tabac de trois officiers de l'armée au sortir d'un dîner à la résidence de

une voie quasi normale de revendication interne à l'armée et vis-à-vis de la classe dirigeante. À partir de cette période, l'armée sera ainsi le reflet des enjeux relatifs au pouvoir politique, notamment pour sa conquête et sa conservation. Échappant au contrôle politique, elle se fera entendre de manière violente sous tous les régimes successifs.

En décembre 1999, c'est à la suite d'une mutinerie justifiée par des questions de soldes et de primes que le premier coup d'État porta au pouvoir le général Robert Guéï : le pas était franchi entre revendication sociale et remise en cause de l'ordre politique. Ce changement brutal s'est opéré sur un fond de fracture identitaire, en lien avec la succession d'Houphouët-Boigny. La stabilité politique et sociale rompue par l'intervention des sous-officiers militaires a révélé les sourdes contestations qui avaient cependant été longtemps apaisées sous le long règne du premier président (1960-1993). L'enjeu final étant la conquête du pouvoir politique, cette armée s'est vue instrumentalisée dans la compétition ainsi ouverte. Le coup de force faisait, certes, voler en éclat la stratégie de verrouillage du pouvoir mise en place par Henri Konan Bédié ; cependant, la courte période de la transition dirigée par Robert Guéï a été émaillée d'épisodes sanglants et tragiques. Elle a été marquée par plusieurs tentatives de coup d'État aux dates du 15 mai 2000, du 4 juillet 2000 et du 17 -18 septembre 2000. Ces tentatives de coup (ou supposé coup) d'État ont été suivies de véritables purges au sein de l'armée dont les cibles étaient les soldats et officiers soupçonnés d'être proches ou partisans de l'ancien Premier ministre Alassane Ouattara. Plusieurs parmi ces militaires ont trouvé exil au Burkina Faso voisin. Ils y ont formé plus tard le noyau principal de la rébellion du MPCJ.

Des tentations de contrôle par l'ethnie...

L'on ne dispose pas de statistiques officielles sur la composition ethnique des corps de l'armée ivoirienne. On la décrit pourtant comme ayant fait l'objet de structuration tenant compte des représentations identitaires favorables aux différents régimes qui se sont succédé.³³ Les forces de défense sont restées le maillon le plus solide de la gouvernance sous le président

l'ambassadeur de France, au prétexte qu'il y avait « collusion avec l'ennemi » (l'un d'eux, le colonel major Bakassa Traoré serait décédé des suites des sévices subis). Une autre illustration de l'instrumentalisation politique des forces armées est la violente répression de la marche de l'opposition les 24 et 25 mars 2004 à Abidjan par les éléments du CECOS appuyés des milices progouvernementales. Et ultime exemple récent : la découverte d'une cache d'armes à Bouaké dans une résidence appartenant au directeur du protocole du Président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, lors de la mutinerie de mai 2017. Bien qu'une enquête soit en cours pour situer les responsabilités dans cette affaire, les soupçons d'une implication de l'ancien chef de l'ex-rébellion des Forces Nouvelles ont été chaque fois distillés dans l'opinion nationale à l'occasion des récentes mutineries impliquant les ex-FAFN.

³³ Voir à ce sujet Diarra S. (1998), *Les faux complots d'Houphouët-Boigny : Fracture dans le destin d'une nation, 1959-1970*, Paris, Karthala, 248 p. et Koné A. (2003), *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 230 p.

Houphouët-Boigny³⁴. Pourtant, elles ont aussi offert un théâtre à de véritables confrontations aux enjeux identitaires à peine voilés.

Le Président Houphouët a ainsi toujours pris le soin de nommer les ministres de la défense dans son groupe ethnique pendant que le commandement de l'état-major des armées revenait à des hommes d'autres communautés mais qui lui étaient fidèles³⁵. Par exemple on pourrait évoquer les liens qui ont été construits dans l'opinion nationale, en son temps, entre la nomination de Robert Guéï (d'ethnie yacouba) en tant que chef d'état-major des FANCI, la mise à l'index des Guéré qu'on soupçonnait de soutenir l'opposition politique, la mise en résidence surveillée du colonel Mathias Doué (d'ethnie guéré) et la guerre du Liberia voisin³⁶. Pour illustration, les extraits de la lettre ouverte suivante, attribuée à un officier, permettent de déceler la nature ethnique des tensions au sein de l'armée à la veille du retour au multipartisme :

Encadré 3 : Lettre ouverte au général Robert Guéï, chef d'état-major des FANCI³⁷

« Un risque plane sur notre armée. Celui de la voir se diviser, à jamais, à cause de l'arrestation et de la mise en résidence surveillée du Colonel Mathias Y. Doué, commandant du camp militaire d'Akouédo.

« Vous n'êtes pas sans savoir, mon général, que la notoriété du colonel Doué dépasse largement le seul cadre du camp d'Akouédo. C'est un homme exceptionnel.

« ...La situation qu'il vit aujourd'hui plonge l'armée dans le désarroi.

³⁴ La corporation des hommes en armes a maintenu la stabilité du régime d'Houphouët-Boigny en échange du traitement de faveur dont elle fut l'objet. L'on pense que le Président Houphouët-Boigny n'a jamais voulu en faire une armée trop puissante. Ce serait donc pour préserver la quiétude du régime que cette armée sous-équipée est longtemps restée sous la surveillance des autorités politiques et des troupes françaises dont une base est installée dans le pays (in Nandjui P. (1995), *Houphouët-Boigny, l'homme de la France en Afrique*, Paris, L'Harmattan, p.76).

³⁵ En outre, prenant le prétexte des « complots » menaçant son pouvoir en 1963, le Président avait, en novembre de la même année, créé une milice du parti, en tant que bras armé, avec un effectif avoisinant les 6000 personnes issues de son groupe ethnique, alors que l'armée régulière ne se contentait que de 3500 hommes. Préjean J. (1991), « Le PDCI-RDA de 1957 à 1970 : mise en place du 'système Houphouët' », *Le Nouvel Horizon* n° 60 du 8 octobre 1991, p.2.

³⁶ Houphouët-Boigny aurait nommé Robert Guéï pour les raisons stratégiques suivantes qui ne sont pas dénuées de réferents ethniques : (I) il assurait son soutien aux Gyo du Liberia ethniquement proches des Dan ou Yacouba de l'Ouest de la Côte d'Ivoire et alliés de Charles Taylor qui avait son soutien dans le conflit Libérien. Le général couvrait ainsi le recrutement de combattants Dan pour les rangs du NPLF (Front national patriotique du Liberia) contre le régime de Samuel Doe. (II) Il permet la montée en puissance d'un officier Yacouba qui s'opposerait aux Kru et Guéré (dont les alliés ethniques sont les Krahn au Liberia) qui soutiennent majoritairement l'opposition politique naissante en Côte d'Ivoire en 1989. Cette tactique expliquerait la tombée en disgrâce d'officiers d'origine Kru et Wê ou Guéré dont le plus populaire, le colonel Mathias Doué. Ce dernier fut d'ailleurs promu chef d'état-major sous le régime de Gbagbo, lui-même issu du groupe Kru, donc son allié ethnique si l'on prête foi à cette lecture des choix politiques sur fond de toile ethnique.

Pour plus de précisions sur les liens ethniques « systématiques » construits entre « Gyo-Dan » et « Krahn-Guéié » et leur implication sur le conflit libérien, lire Galy M. (1998), « Liberia, machine perverse. Anthropologie politique du conflit libérien », *Cahiers d'Etudes Africaines* Volume 38, Numéro 150, p. 533-553.

³⁷ *La Voie* n° 28 du 5 août 1991, p.3.

« N’oublions pas, mon général, que nous avons eu à côté de nous le Liberia et nous connaissons les factions qui s’y opposent. Alors attention à la coloration ethnique que pourraient prendre vos différends. Évitions donc d’allumer un brasier qui sera difficilement maîtrisable (...) ».

M.D.L. à Akouédo

Si pendant toute la période de gouvernance de Félix Houphouët-Boigny, bien souvent, l’armée a été soumise à des tensions identitaires sans pour autant conduire à un coup de force de la part des militaires, il n’en fut pas de même sous le régime d’Henri Konan Bédié, son successeur. Sur fond de l’idéologie de l’ivoirité³⁸ promue par le président Bédié, lui-même issu du même groupe ethnique (Baoulé du sous-groupe Akan) que son prédécesseur, l’armée ivoirienne a vu s’amenuiser ses privilèges sociaux et économiques³⁹. La dimension ethnique du coup d’État qui le renversa se révèle explicitement à travers le discours politique des mutins dénonçant l’ivoirité et réclamant la libération des dirigeants du RDR (parti d’Alassane Ouattara) emprisonnés. Ceux qui se rebellèrent contre le pouvoir d’Henri Konan Bédié, bien qu’ayant commencé par formuler des revendications de primes, appartenaient tous à des groupes ethniques (bété, guéré, yacouba, sénoufo, etc...) de la société ivoirienne autres que le groupe Akan, qui avait largement dominé la vie politique durant trente-neuf ans. Ces appartenances les auraient rendus très sensibles au discours d’exclusion qui a caractérisé le mandat écourté d’Henri Konan Bédié⁴⁰.

Il faut croire que le malaise identitaire au sein de l’armée n’a pu être dissipé sous la transition militaire de Robert Guéi. Bien au contraire, les soldats putschistes se sentant trahis par le général qui voulait épouser l’idéologie de l’ivoirité, ont été victimes de purges violentes au sein de l’armée.

³⁸ L’ivoirité est une idéologie diffusée dans l’espace politique et social sous la gouvernance d’Henri Konan Bédié avec l’appui d’une classe d’intellectuels de son sérail. Elle était sensée prôner la préférence nationale et la valorisation de la « culture ivoirienne ». Cependant, les discours sociaux et les pratiques se référant à cette notion cachaient mal les enjeux de positionnement politique et surtout de disqualification des adversaires. L’idéologie de l’ivoirité a permis de développer dans l’espace politique un stratagème pour évincer ainsi le principal rival politique de Bédié que fut Alassane Ouattara, l’ancien Premier ministre d’Houphouët-Boigny. Au nom de l’ivoirité, le leader du RDR fut présenté comme étranger de nationalité Burkinabé donc inapte à briguer la magistrature suprême en Côte d’Ivoire. Alassane Ouattara a par la suite pris la tête du RDR, parti soutenu par une majorité de ressortissants du Nord s’estimant victimes de l’ivoirité qui les reléguait au rang de citoyens de seconde zone. En définitive, l’ivoirité fut donc essentiellement perçue comme une idéologie fabriquée pour une raison politique avec pour conséquence l’apparition de barrières sociales concrètes ou imaginées entre ivoiriens.

³⁹ Selon Kieffer (2000), c’est en partie le refus de ce déclassement social des militaires qui expliquerait le soutien tacite des officiers de l’armée aux jeunes soldats mutins qui ont déposé le Président Bédié le 24 décembre 1999.

⁴⁰ Akindès F. (2007), « La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d’une nation », in Poame L., *Penser la crise ivoirienne*, Paris, Menaibuc, p.11-33.

...aux dominantes identitaires trop visibles.

Sous le régime de Laurent Gbagbo, l'ethnisation des « corps habillés » a, semble-t-il, continué de nourrir les grognes. Elle était devenue visible au point qu'au cœur des justifications de l'insurrection de septembre 2002, le tribalisme fut une cible des rebelles qui, entre autres revendications, exigeaient l'annulation de la promotion 2001 de gendarmerie qui, selon eux, avait été recrutée sur des bases tribales et aurait été composée à 80% de Bété (groupe ethnique dont est issu Laurent Gbagbo) et de Dida⁴¹ (des groupes militant majoritairement au Front populaire ivoirien de Laurent Gbagbo). Dans le même registre, le sergent Coulibaly Ibrahim considéré comme le chef militaire de cette rébellion dénonçait sur les antennes de Radio France internationale le 12 octobre 2002 le fait que la plupart des militaires en prison en Côte d'Ivoire soient originaires du Nord⁴².

Sans être liée à un processus officiel, la dimension identitaire des effectifs d'hommes militarisés va devenir plus visible avec l'éclatement et l'organisation de la rébellion en septembre 2002. L'armée rebelle des FAFN, dont le MPCFI est une composante majeure, avait justifié son insurrection par la dénonciation de l'exclusion et des injustices sociales dont les « nordistes » seraient les victimes. Bien que les enrôlements dans cette armée rebelle aient eu d'autres motifs, c'est la constante identitaire qui est le dénominateur commun aux vagues de recrues de première heure et à celles de la crise postélectorale neuf ans après. Lorsque l'Accord politique de Ouagadougou décide de reconstruire une armée républicaine avec l'intégration des ex-combattants des FAFN, elle entérine l'entrée en masse de ces vagues de jeunes nordistes dans l'armée. Ce sont donc 11.000 combattants⁴³ mobilisés au départ sur la base de revendications identitaires qui seront retenus dans une armée dont la composition ethnique en sera affectée. Bien que nous soyons confrontés à l'absence de chiffres officiels sur les origines ethniques dans l'armée, on peut dire que le récent processus d'intégration a fait remonter les taux de représentation des groupes ethniques du Nord dans les différents corps et hiérarchies de l'armée.

En définitive, le malaise identitaire demeure au sein de l'armée. Pour preuve, les journaux de l'opposition politique, ont souligné la ligne ethnique et politique qu'épousaient selon eux les nominations devant restructurer la hiérarchie dans les commandements de l'armée et de la gendarmerie après les accès de révolte de janvier 2017 : « *Alors que la Côte d'Ivoire*

⁴¹ Coulibaly T. (2002), « Sur fond de discrimination ethnique et régionale, lente décomposition en Côte d'Ivoire », *Le Monde Diplomatique* n°584 de novembre 2002, p. 24.

⁴² *Ibidem*.

⁴³ Soit un décompte de 8.400 ex-éléments de la rébellion des FN et 2.600 ex-associés aux FRCI.

compte une soixantaine d'ethnies, les responsables de l'armée et de la gendarmerie nommés par Ouattara sont issus à 99% des ethnies de MM. Alassane Dramane Ouattara et Henri Konan Bédié. Peut-on alors parler d'une armée et d'une gendarmerie nationales ? Il faut en douter. Il s'agit visiblement d'une armée pro-Ouattara »⁴⁴.

Les influences du religieux

La question du religieux au sein de l'armée ivoirienne doit être abordée avec la plus grande précaution pour éviter les lieux communs. De riches nuances peuvent être saisies quand on s'éloigne des divisions trop rigides tenant à faire coexister un Sud chrétien et un Nord musulman en Côte d'Ivoire. Les pratiques religieuses et leur répartition actuelle sont le produit des dynamiques historiques de diffusion des principales religions que sont le Christianisme et l'Islam. Cependant, l'on note une persistance notable des pratiques et croyances ancestrales traditionnelles qui dans certaines régions participent même à un syncrétisme avec ces deux principales religions. L'Islam introduit dans le Nord par les Malinkés et en partie par Samory Touré est selon le RGPH (Recensement général de la population et de l'habitat) de 1998 la religion d'environ 38,6% de la population. Le christianisme, quant à lui, introduit et diffusé par les colons et missionnaires français à partir du Sud est la religion d'environ 26% (catholiques et protestants) de la population. Si le processus historique de pénétration de ces principales religions va marquer les identités régionales faisant apparaître un Nord musulman et un Sud chrétien, il est hâtif d'établir une correspondance mécanique entre les groupes ethniques et les religions.

Les identités ethniques sont nettement marquées du fait même des origines et contextes d'intégration de certaines cohortes dans les effectifs actuels. Les ex-combattants des FAFN sont majoritairement issus des groupes ethnoculturels du Nord, de l'Ouest et surtout de villes occupées par la rébellion⁴⁵. Les travaux de Magali Chelipi-Den-Hamer (2009), plus centrés sur les combattants de l'Ouest confirment cette tendance même si les profils sont parfois différents.

Si une majorité de ces recrues issues des FAFN affirme être de confession musulmane, plusieurs parmi eux partagent les croyances magico-religieuses qu'ils ne trouvent cependant pas incompatibles avec leur conception de l'Islam. Le port de divers types d'amulettes fournies

⁴⁴ « Nominations tribales dans l'armée et la gendarmerie. La Côte d'Ivoire est-elle devenue un pays bi-ethnique ? » in *Notre Voie* n°5517 des samedi 28 et dimanche 29 janvier 2017, p.3.

⁴⁵ Dans le cadre de nos recherches doctorales, les combattants que nous avons interviewés étaient à près de 90% originaires des régions du Centre, du Nord et de l'Ouest occupées initialement par la rébellion. A l'origine de la rébellion « Forces nouvelles », le MPCI, avant l'embrasement des foyers insurrectionnels de l'Ouest, fut composé de combattants venant majoritairement des régions du Nord. Les jeunes que nous avons interviewés, au nombre de 62, sont en majorité musulmans et issus des sous-groupes ethniques du Nord de la Côte d'Ivoire.

par des Dozos⁴⁶ et les scarifications sur le corps censées les protéger étaient une pratique très répandue du temps de la mobilisation dans les troupes rebelles. Ces combattants adeptes d'un Islam plutôt syncrétique, porteurs d'amulettes et de fétiches protecteurs sont aujourd'hui nombreux dans les rangs des hommes en armes.

Encadré 4 : Le « blindage » du guerrier

« Y avait tout au camp...Lorsque tu dis tu t'en vas "voir les parents" (expression usitée pour formuler la demande de recourir aux pratiques magico-religieuses), eux ils (les responsables militaires) te donnent un peu d'argent (pour effectuer le voyage vers le lieu choisi pour le rite de protection). Tu n'as qu'à aller chercher médicament (la protection magique, l'amulette). (...) ils vont te donner médicament tu vas te laver...et puis ce qui est sûr... un « bacan⁴⁷ » ; là pour te protéger.

Cissé, 28 ans, 11/01/2007.

« ...Sinon on connaissait qu'il y avait la mort. Personne n'était prêt pour mourir. Tout le monde avait son « gbagbadji »⁴⁸ sur lui ! Tout le monde avait confiance sur lui !

Sylla, 24 ans, 10/01/2007.

La décision de s'enrôler dans la rébellion est, dans la plupart des cas, soit précédée soit suivie par un itinéraire marqué par la « recherche » d'amulettes ou autres pratiques magico-religieuses diverses entrant dans la « préparation » du candidat à l'enrôlement. La « préparation » a pour objectif de procurer au combattant un dispositif de protection occulte censé le rendre invulnérable aux balles. De véritables missions, aussi bien individuelles que collectives ont été organisées par les candidats à l'enrôlement qui allaient vers des villages ou des personnes censées être dépositaires de tels savoirs en vue d'acquérir ce type de protection. L'acquisition des bagues, des bracelets, des ceintures de cuir et plusieurs autres formes d'amulettes communément appelées « gbagbadji » par les jeunes, est d'une grande importance autant dans la décision d'enrôlement que dans celle d'aller sur un front de combats. Le candidat à

⁴⁶ L'avènement de la rébellion a vu l'intervention marquée de la Confrérie des Chasseurs Traditionnels Dozos aux côtés des FAFN. Les Dozos sont supposés maîtres dans les arts occultes. Lorsqu'ils n'étaient pas attachés aux services d'un chef de la hiérarchie militaire, ils fréquentaient librement les différents camps de la rébellion pour proposer aux combattants les produits de leurs « sciences ». Cf. l'étude de Rodrigue Koné sur les Dozos, également menée dans le cadre du projet « Hybrid Security Governance in Africa », financé par l'IDRC.

⁴⁷ Le « bacan » est soit un bracelet ou une ceinture de cuir enrobant des poudres de diverses natures et souvent des versets du Coran retranscrits sur différents supports. Le « Bacan » est généralement porté sur la partie supérieure du bras.

⁴⁸ « Gbagbadji » : Terme conçu à partir du malinké par les jeunes pour désigner les amulettes et procédés magico-religieux. Ils sont réputés protéger contre les balles ennemies pendant les combats.

l'enrôlement prend, dans la plupart des cas, le temps de «se préparer » et de s'assurer une protection occulte supposée *sans faille*.⁴⁹

Comme illustration de cette catégorie de militaire (mi-soldat, mi-guerrier traditionnel), on peut citer le lieutenant-colonel Koné Zakaria, ancien commandant de zone de Vavoua sous administration rebelle, devenu chef de l'unité de commandement et de soutien en janvier 2017 à la faveur des nominations après les mutineries. Ce personnage de l'ex-rébellion est en effet un exemple de l'alliage du soldat militaire et du dozo accompli. Il est une figure respectée du « dozoya » tandis que son ascension dans la hiérarchie militaire conforte chez d'autres soldats l'idée que l'armée peut être le lieu d'expression des valeurs propres à cette confrérie traditionnelle⁵⁰.

On peut d'ailleurs évoquer la possible persistance des liens entre les organisations des Dozos et certaines recrues de la nouvelle armée. Au cours de nos entretiens avec les responsables des deux plus grandes organisations de Dozos, nous avons appris que même s'ils n'entretenaient plus de rapports formels avec les ex-chefs de la rébellion après la crise postélectorale, les liens de confraternité demeuraient cependant intacts vis-à-vis de membres qui ont été initiés et qui sont aujourd'hui dans l'armée⁵¹. C'est aussi le lieu de souligner que l'intervention de la Confrérie des chasseurs traditionnels (Dozos) est sûrement la meilleure preuve d'enracinement identitaire et culturel du conflit au Nord de la Côte d'Ivoire⁵². Il serait prématuré d'avancer l'existence de réseaux mobilisables par les ex-chefs de guerre au sein des Dozos mais on peut affirmer qu'au sortir du conflit, après une dizaine d'années de collaboration, les réseaux de solidarité confrériques demeurent selon nous acquis aux membres, fussent-ils soldats dans une armée moderne. En ce qui concerne les militaires FDS pro-Gbagbo, il ne fait aucun doute qu'ils ont été influencés d'une manière ou d'une autre par le christianisme évangéliste qui, tout au long de la crise politico-militaire, s'était exprimé dans les cercles du

⁴⁹ Fofana M. (2012), *Ethnographie des trajectoires sociales des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, septembre 2012, p. 118 et Miran-Guyon M. (2015), *Guerre mystique en Côte d'Ivoire. Religion, patriotisme, violence (2002-2013)*, Paris, Karthala, 372 p.

⁵⁰ Koné R. (2017), « [La Confrérie des chasseurs traditionnels dozos en Côte d'Ivoire : enjeux socio-culturels et dynamiques séculaires](#) », *Centre de recherches pour le développement international*.

⁵¹ Entretien individuel avec Bamba Mamoudou, président de l'Association des Chasseurs Traditionnels « Benkadi », Bouaké, 09/06/2015, et Entretien collectif avec la Confrérie Binkadi des Dozos de Côte d'Ivoire, Korhogo, 10/06/2015.

⁵² En effet, comme le souligne Rodrigue Koné, les associations de Dozos (dozo-ton) essaient géographiquement dans l'aire d'expansion des anciens « empires » mandingues et semblent avoir gardé entre elles des liens organiques séculaires. L'espace qu'elles occupent est selon V. Arseniev (2007) « *un espace culturel aux parentés évidentes : mythes d'une origine commune, langues presque identiques, rites similaires sur une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest, avec des régions entières dans des États qui sont, outre le Mali, le Sénégal, la Guinée-Conakry, la Guinée-Bissau, la Gambie, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, le Liberia et le Burkina-Faso, le Niger et même, très partiellement, la Mauritanie* ».

pouvoir. L'organisation de veillées de prières chrétiennes dans les camps afin de motiver les soldats était chose courante pendant cette période.⁵³

En la matière, le cas du charismatique commandant Jean-Noël Abéhi, alors chef de l'unité blindée de la Gendarmerie Nationale, symbolise les influences du religieux sur l'armée. Cet officier de l'armée se présente comme un véritable dévot du culte marial⁵⁴ de l'église catholique. Il a effectué plusieurs pèlerinages à Lourdes. Il se présente comme celui qui exprime la colère de Dieu. Il a une conception mystique de sa fonction de militaire. Il jouit d'un charisme qui lui confère en plus de son rôle de commandant celui de guide spirituel auprès de ses hommes.

Encadré 5 : Commandant Jean-Noël Abéhi, un mystique militaire

« Mais quand il s'agit d'une action militaire dirigée contre mon pays, je vous assure que je deviens immédiatement une autre personne. Et ce n'est qu'après mes interventions sur le terrain que je réalise ce que j'ai fait. Il y a une main divine qui soutient toujours mes actions. Je combats avec l'aide de Dieu. Je ne suis jamais parti sur un terrain de bataille sans invoquer la Vierge Marie. Et j'ai toujours eu le dessus sur mes adversaires. (...)

« Les politiciens font leur travail. Moi je suis militaire, je suis un homme de Dieu, je suis homme du métier des armes. »

Source : Interview accordée au journal *L'Inter*, le 22 mai 2010⁵⁵.

La défense « post-conflit » : les armées dans l'armée

Il ne s'agit pas ici d'aborder la structuration interne et formelle de la répartition des forces de défense entre la Gendarmerie, les Armées de terre, de l'air et la Marine. En revanche, nous traitons de leur cohésion interne en général et plus particulièrement de comment est vécue la cohabitation imposée aux acteurs par l'informalisation et l'hybridation décrites ci-dessus. Pour ce faire, en plus des données d'entretiens, nous recourons à l'analyse de données recueillies dans la presse locale d'une part et d'autre part, à l'analyse politique des récentes

⁵³ Les expressions de ferveurs religieuses sous la forme de pèlerinages ou d'organisation de groupes de prière dans les camps et casernes gagneraient à être documentées pour la suite de cette étude. Les influences du religieux demeurent importantes pour comprendre l'état des relations entre les blocs ou groupes religieux au sein de l'armée. Nous devons également nous demander comment l'expression religieuse au sein des forces a évolué pendant et après la crise ainsi que nous interroger sur le rôle actuel des aumôneries chrétiennes et musulmanes dans la mise en relation des militaires aux croyances aussi diverses.

⁵⁴ Le culte marial ou dévotion mariale, est la vénération que les catholiques et les orthodoxes portent à Marie, mère de Jésus.

⁵⁵ [Parue dans L'Inter](#) (quotidien d'Abidjan) du lundi 28 février 2011.

mutineries des soldats⁵⁶. En effet, nous estimons qu'au-delà du « mouvement d'humeur », des violences manifestées et des risques qu'elles font courir à l'État, ces mutineries par leur récurrence et la gestion qui en est faite sont devenues des analyseurs indiqués pour traiter de « l'état de santé » de cette armée et par conséquent de sa cohésion interne.

Ex-FDS Vs « armée de vainqueurs »

Les processus d'intégration ou de réintégration des hommes au sein de l'armée, notamment après l'éclatement de la rébellion de 2002, ne se sont pas toujours faits sans friction. Un premier moment de friction concerne la réintégration des soldats de l'armée régulière qui avaient rejoint les forces armées de la rébellion (FAFN). Quoique ce sujet ait été abordé avant l'APO (en 2007), le retour de ces « soldats égarés »⁵⁷ dans les rangs de l'armée à réunifier et surtout la reconnaissance de leurs avancements et nouveaux grades avaient rencontré une vive protestation de la part des soldats loyalistes et donné lieu à des négociations internes qui n'ont abouti qu'en 2010. Comme le soulignaient les propos rapportés d'un officier de l'armée nationale : « *Les grades des éléments de l'ex-rébellion n'ont pas suivi les étapes d'avancement d'une armée de carrière. On ne peut pas tout accepter au nom de la paix* »⁵⁸. Selon les officiers que nous avons interviewés, la réintégration de ces soldats avait renforcé le sentiment qu'il existerait une prime à la révolte. Les soldats réintégrés ont donc continué d'être perçus comme des renégats par certains officiers. Leur loyauté déjà remise en cause avant le dénouement violent de la crise postélectorale de 2010 n'a jamais été réhabilitée aux yeux des autres « frères d'armes ».

La violente crise postélectorale viendra ajouter une autre dimension à la crispation des rapports entre les hommes devant former la nouvelle armée. En effet, dans le dénouement de cette crise postélectorale, des officiers et soldats de l'armée régulière avaient fini par faire allégeance⁵⁹ aux FRCI créées par le président Ouattara. Ces ralliements de dernière heure ont

⁵⁶ Ce choix se justifie par le défaut d'une quantité suffisante de témoignages pour procéder à des triangulations d'informations. Nous rappelons que nos enquêtes ont été effectuées durant une période agitée par les soulèvements militaires suivie de remaniements de la hiérarchie. Par conséquent, jugeant les sujets de la recherche « très sensibles », plusieurs de nos personnes ressources potentielles qui ont été approchées ont décliné les propositions d'entretiens qu'elles avaient acceptées auparavant. Même l'assurance de l'anonymat du témoignage n'était pas une garantie jugée suffisante.

⁵⁷ Appellation usitée par la presse proche du régime Gbagbo pour les désigner. Alors que le camp présidentiel estimait que les soldats à réintégrer étaient au nombre de 437, l'ex-rébellion soutenait qu'ils étaient plus du double.

⁵⁸ Mieu B. (2009), « Côte d'Ivoire : un pays, deux armées », *Jeune Afrique* n°2538, 30 août- 5 septembre 2009, p. 28-30.

⁵⁹ Après l'arrestation de Laurent Gbagbo intervenue le 11 avril, le 12 avril 2011, le général Philippe Mangou, ex-chef d'état-major des forces de défense et de sécurité ainsi que d'autres officiers dont les généraux Kassaraté, commandant supérieur de la Gendarmerie nationale, Brindou M'Bria, directeur général de la Police nationale, Detoh Letoh, commandant des forces terrestres, Touvolvy Bi, ex-chef d'état-major particulier du Président Gbagbo, ont fait allégeance au Président Ouattara.

renforcé chez les « vainqueurs » de la « bataille d'Abidjan » un sentiment de supériorité. Les soldats de l'ex-rébellion encore sous le commandement de leurs anciens chefs utilisaient le terme « *Toh Mon Nan* » pour désigner les nouveaux ralliés ainsi que les jeunes civils qui s'étaient associés à eux. Cette expression péjorative en malinké, signifiant littéralement « le repas est prêt », leur servait pour désigner à la fois les recrues de dernière heure et tous les autres effectifs de l'armée. Ils percevaient désormais les combattants associés comme étant des opportunistes et les ex-FDS comme des poltrons d'une armée « défaite » qui viennent tous profiter du labour abattu.⁶⁰ De leur côté, les ex-FDS auraient supporté, malgré eux, la venue des soldats FAFN sans toutefois les intégrer car, (selon nous en vertu d'un certain complexe de supériorité) ils les ont toujours perçus comme des soldats ignorant tout du métier des armes (voir encadré suivant).

Militaires Vs Gendarmes

Si la qualité des rapports entre les militaires ne s'est pas améliorée au fil du temps, elle a empiré entre les militaires et les gendarmes tous censés appartenir aux FRCI. Les perceptions des uns par les autres, déjà marquées par la méfiance, seront nourries par le complexe de supériorité et la suspicion. En effet, les nombreuses attaques perpétrées entre 2012 et 2015 contre différentes positions des FRCI⁶¹ ont été des moments qui ont permis de se rendre compte de l'absence de solidarité entre ces deux composantes des forces de défense. Les militaires et les gendarmes n'ont pas toujours su coordonner leurs actions pour faire face à l'ennemi. Les militaires ont même parfois soupçonné les gendarmes de collusion avec l'ennemi⁶². Pour comprendre cette situation on peut rappeler que la fraternité d'armes entre militaires et gendarmes avait déjà été mise à mal notamment sous la junte militaire dirigée par le général

⁶⁰ Un officier supérieur, dans une interview accordée à un journal local, rendait compte de l'existence d'une « guerre en sourdine » que se menaient les officiers ex-FDS et les officiers de l'ex-rébellion au sein des FRCI. Voir : « Un haut gradé de l'état-major révèle : *Il y a une guerre en sourdine au sein de l'armée* », *L'Inter* n°5125 des 11 et 12 juillet 2015

⁶¹ Rappel de quelques dates. Le 5 août 2012 : À Abidjan, 7 militaires ont été tués dans l'attaque d'un commissariat et d'un poste de contrôle de l'armée par des hommes en armes. Le 13 août 2012 : Des soldats ivoiriens du poste de Pehekambly, à la frontière du Liberia, ont été attaqués par des hommes en armes venus du pays voisin faisant un mort parmi les FRCI. La nuit du 20 au 21 septembre 2012 : attaque du poste frontalier de Noé, à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Ghana. Le 8 juin 2012 : une attaque menée au sud de la ville de Taï (Sud-Ouest) par des assaillants venus du Liberia avait fait 18 morts, dont sept Casques bleus. Le 24 février 2014 et le 10 janvier 2015, des attaques des positions des FRCI à Grabo (non loin de la frontière du Liberia) ont occasionné des morts dans le camp des FRCI et des civils. Le 2 décembre 2015 : Des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) en fonction dans la sous-préfecture d'Olodio, entre Grabo et Tabou (Ouest), ont été la cible d'une attaque perpétrée par des individus armés non identifiés. Le bilan de cette attaque fait état de 11 morts dont 7 FRCI et 4 assaillants.

⁶² Le 16 décembre 2012, suite à l'attaque d'un poste de contrôle à Agboville au cours de laquelle deux militaires ont été tués les gendarmes présents ont abandonné leurs positions. Les militaires ont accusé les gendarmes de complicité avec les assaillants.

Robert Guéï. Ce dernier a recouru aux forces de la gendarmerie qu'il a chargé d'enquêter sur les tentatives de contre-putsch et de traquer les militaires suspectés d'actions subversives contre son autorité. Dans le cadre de ces enquêtes, les camps de gendarmerie ont été des lieux de tortures pour nombre de militaires incriminés. Sous Robert Guéï, la plupart des militaires chefs de l'ex-rébellion, notamment les Chérif Ousmane, Wattao, Tuo Fozié, ont été pris et envoyés au camp de gendarmerie d'Agban pour être interrogés. Cette instrumentalisation politique de la gendarmerie utilisée contre les militaires a continué sous le régime de Laurent Gbagbo. En octobre 2000, la gendarmerie a ouvertement apporté son soutien à l'ex-Président lors de son accession au pouvoir. Aussi, le Président reconnaissant, en a renforcé l'image de corps d'élite, faisant doubler ses effectifs et contribuant à la montée en puissance des gendarmes dans son système sécuritaire notamment à travers la création du CECOS⁶³. Ce positionnement de la gendarmerie et sa « proximité »⁶⁴ avec le pouvoir Gbagbo auraient un lien avec le massacre de 80 gendarmes et leurs familles à Bouaké au début de la rébellion en 2002. Le corps de la gendarmerie était déjà perçu pour être hostile aux militaires et plus encore aux ex-rebelles. Nos interlocuteurs n'ont pas le souvenir d'actions menées pour recréer la confiance entre les militaires et les gendarmes. Encore aujourd'hui, des gendarmes estiment que les soldats de l'armée n'ont jamais appris le métier des armes et qu'ils ont été intégrés sans réelle formation. Le CCDO (Centre de commandement des décisions opérationnelles) créé pour lutter contre le grand banditisme et qui a les mêmes missions que le CECOS (sous Laurent Gbagbo), a encore aujourd'hui des rapports difficiles avec les militaires⁶⁵.

La réapparition des factions ?

Après la victoire des FRCI aidées des forces internationales sur les forces pro-Gbagbo, les groupements tactiques formés par l'ex-rébellion ont, pendant quelques mois⁶⁶ jusqu'en

⁶³ Le Centre de commandement des opérations de sécurité, créé en 2005 par décret du chef de l'État, composé de 600 hommes a été confié à la responsabilité d'un officier de la gendarmerie, le général Guai Bi Poin. Avec pour mission de lutter contre le grand banditisme, le CECOS s'est illustré dans la répression des manifestations de l'opposition politique.

⁶⁴ A la suite des élections présidentielles de 2000 qui avaient vu la victoire de Laurent Gbagbo, de nombreux incidents se sont produits lors de la proclamation des résultats. Un charnier de 57 corps a été découvert à Yopougon un quartier populaire d'Abidjan. Les victimes identifiées du charnier étaient des originaires du Nord ou des étrangers. Human Rights Watch a produit un rapport qui établit que les tueries de cette période ont été planifiées et que les partisans du Président Gbagbo ont eu le soutien de certains agents des forces de l'ordre et notamment des gendarmes. En août 2001, les enquêtes faisant suite à l'affaire dite du « Charnier de Yopougon » ont conduit sur quatre jours à un procès devant le tribunal militaire d'Abidjan de huit gendarmes qui ont été acquittés pour insuffisance de preuve.

⁶⁵ Pour preuve, dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 janvier 2018, des heurts violents ont opposé des militaires du 3^e bataillon et une patrouille du CCDO faisant un mort dans la ville de Bouaké.

⁶⁶ Jusqu'au 28 décembre 2011, date à laquelle les ex-commandants des groupements tactiques ont été officiellement mis en mission par l'état-major pour procéder à l'encasernement de leurs troupes. Ces dernières

décembre 2011 et même après, maintenu leur quadrillage des « régions conquises » sous l'autorité des ex-chefs rebelles. En mars 2011, les FAFN s'étaient réorganisées en 9 groupements qui ont ouvert quatre fronts conduits à l'Ouest par Losseni Fofana (alias, Loss) et Dramane Traoré, au Centre-Ouest par Issiaka Ouattara (alias Wattao), au Centre par Chérif Ousmane et Hervé Touré et à l'Est par Morou Ouattara. Après l'arrestation de l'ex-Président, lesdits groupements tactiques et leurs chefs se sont taillés des fiefs⁶⁷ comme ils l'avaient fait 9 ans durant sous la gouvernance rebelle installée au Nord⁶⁸. Pour l'exemple, dans le cas d'Abidjan, on se rappelle que l'état-major et le quartier du Plateau étaient sous l'administration sécuritaire de Chérif Ousmane (Groupement tactique 3), Abobo sous le contrôle de Gaoussou Koné alias Jah Gao (groupement tactique 9), Adjamé sous celui de Koné Zakaria (Groupement tactique 2), Yopougon sous celui de Ousmane Coulibaly alias Ben Laden (Groupement tactique 4) et la partie sud d'Abidjan, comprenant la Garde républicaine à Treichville, Marcory, Koumassi, etc. sous le contrôle de Issiaka Ouattara (groupement tactique 1).

Ainsi sur un laps de temps, les anciens « *com-zones* » ont contrôlé la sécurité dans plusieurs localités et notamment les secteurs de la ville d'Abidjan, permettant aux hommes de leurs troupes de nourrir des liens d'appartenance au groupement tactique plutôt qu'aux FRCI. Ainsi, ils manifestaient plus leur loyauté envers leurs « commandants » qu'à la hiérarchie militaire en général. La presse locale s'est d'ailleurs régulièrement fait l'écho des tensions et luttes souvent fratricides entre ou au sein des soldats des groupements tactiques. Il nous semble que la prééminence de la loyauté au « commandant » sur la chaîne de commandement hiérarchique s'est cristallisée au point que l'on parlait plus souvent des « hommes de Chérif », des « hommes de Zakaria », ou des « hommes de Wattao » pour désigner les démembrés de cette armée. Ces clivages internes sont parfois sources de tensions entre les soldats qui au nom de cette loyauté sont enclins à s'opposer à des décisions de la hiérarchie. Pour preuve, des soldats des FRCI de la Garde républicaine proches de Wattao alors chef du commandement militaire de la zone Abidjan sud, s'étaient opposés en juillet 2014 au débarquement de ce dernier de son poste de chef des opérations du CCDO⁶⁹. Au cours de leur soulèvement, les hommes de

devaient libérer les différentes localités qu'elles occupaient et les rétrocéder à la police et à la gendarmerie qui ont en priorité la charge de la protection des personnes et des biens.

⁶⁷ Des chefs militaires mettent en place un système de racket et de taxation des activités économiques, contrôlent la circulation des biens et des personnes au nom d'impératifs sécuritaires et délivrent à l'occasion des papiers administratifs (notamment des autorisations et laissez-passer) valables sur leur micro-territoire et aire d'influence.

⁶⁸ Fofana M. (2011), « Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire, Comment une rébellion devient républicaine », *Politique Africaine* n°122, juin 2011, p. 161-178.

⁶⁹ Centre de commandement des décisions opérationnelles (CCDO), une unité mixte spéciale composée de 750 éléments (des policiers et militaires) créée par le Président Alassane Ouattara pour endiguer le grand banditisme dans le district d'Abidjan et dans certaines localités de l'intérieur du pays.

l'ex-com-zone avaient fait usage de leurs armes pour faire ajourner la cérémonie de passation des charges à son successeur. Comme autre exemple, la presse a rendu compte d'un énième épisode de tension entre l'ex-chef rebelle le lieutenant-colonel Chérif Ousmane (alors numéro 2 du Groupe de sécurité du Président de la République GSPR) et le général Vagondo Diomandé⁷⁰ (commandant du GSPR) au sujet du recrutement et de la composition du groupement. À partir d'octobre 2016, ce groupement, originellement composé de gendarmes, militaires et policiers a subi une purge des éléments militaires des FRCI qui étaient quasiment tous des « hommes de Chérif Ousmane ». Ces derniers ont été remplacés par des gendarmes à la faveur d'une montée en puissance du colonel Bakary Diarrassouba, l'aide de camp du Président Ouattara et du lieutenant-colonel Ibrahim Gon Coulibaly, chef de la sécurité présidentielle qui bien qu'ils ne soient pas les commandants du GSPR, ont soutenu le général Vagondo Diomandé dans sa préférence des gendarmes contre les soldats FRCI. D'ailleurs, les colonels Diarrassouba et Gon Coulibaly sont issus du corps de la gendarmerie. Pendant que la présence des éléments issus des FRCI étaient au strict minimum et que les rescapés étaient confinés à la périphérie du dispositif de sécurité du Président, un recrutement au sein de la gendarmerie aurait permis d'incorporer au GSPR des éléments issus des unités dont les commandants étaient proches du duo Diarrassouba-Gon Coulibaly⁷¹. Ces manœuvres qui ont été interprétées comme une mise à l'écart auraient été mal vécues par *l'ex-com-zone* et ses hommes. La nomination du lieutenant-colonel Chérif Ousmane comme commandant du premier bataillon de commandos et de parachutistes à la suite de la mutinerie de janvier 2017 est en revanche perçue comme une réhabilitation.

Ces cas illustrent les collaborations difficiles aussi bien au sein de la hiérarchie qu'au sein des hommes de troupes issus des souches recomposées de l'armée que nous avons présentées au début. Ils permettent d'affirmer que le charisme des ex-commandants de groupements tactiques continue d'agir sur leurs hommes même si nos interviewés assurent que les mouvements de réaffectation du personnel ont relativement atténué ces clivages réels au

⁷⁰ Cet officier a été l'aide de camp d'Alassane Ouattara à l'époque où celui-ci était Premier ministre d'Houphouët-Boigny (1991-1993) puis l'aide de camp de Robert Guei pendant la transition militaire en 2000. Ancien commandant en second du Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires (GSPM), le Lt-Colonel Vagondo est resté un officier des ex-FDS jusqu'à la chute de Laurent Gbagbo. Sa nomination surprise en mai 2011 par le Président Ouattara, à la tête du GSPR, n'aurait pas été du goût de certains dirigeants de l'ex-rébellion. Guillaume Soro alors Premier ministre aurait insisté pour que Chérif Ousmane soit nommé comme commandant en second du GSPR le 4 août 2011. Cette nomination avait été interprétée comme une stratégie de Guillaume Soro pour limiter l'influence auprès du Chef de l'État de l'officier Diomandé Vagondo (alors lieutenant-colonel).

⁷¹ Kpang Beuh O. (2016), « [Du ménage dans les rangs de la sécurité présidentielle](#) », *Politikafrique.info* du 10 octobre 2016.

sein des soldats. D'ailleurs, à ce stade, nous pouvons émettre les hypothèses (I) que les nominations dans la hiérarchie des ex-chefs rebelles n'ont fait que rompre en partie la relation verticale avec leurs hommes (II) que le temps (relativement long) de la réorganisation des forces a permis aux soldats de construire et vivre leur identité de groupes spécifiques (ex-FDS, ex-FAFN, ex-associés au FRCI) au sein de l'armée et (III) que les soldats de rangs ont remplacé la relation hiérarchique par une relation horizontale entre eux au sein des groupes auxquels ils s'identifient. Cette dernière hypothèse expliquerait, en partie, pourquoi sans être portée par un leadership affirmé et reconnu, la coordination des actions d'insubordination de la dernière mutinerie a fait plier les autorités politiques. Il s'est agi d'un mouvement acéphale, cependant coordonné entre les « 8.400 soldats ex-FAFN » bien que répartis dans tous les bataillons et camps sur le territoire national.

L'issue des dernières mutineries a créé au sein des forces de défense un climat de frustration rendu palpable par la réaction d'autres éléments de l'armée qui ont manifesté notamment après le paiement aux « 8.400 » de la somme de 5 millions de francs CFA sur les 12 millions prévus. À Yamoussoukro, la capitale politique, une manifestation de militaires réclamant les mêmes traitements que les « 8.400 » s'est soldée par des affrontements avec la Garde républicaine faisant 4 morts dans leur rang. Des gardes pénitentiaires issus également de l'ancienne rébellion ont manifesté pour revendiquer leur part car ils faisaient partie des mêmes contingents. Des gendarmes réclamant leur « part du gâteau » ont vu leurs manifestations étouffées à Bouaké par l'intervention des militaires « nouvellement enrichis ». Le 17 janvier 2017, à la suite des gardes pénitentiaires, des gendarmes ont réussi à paralyser à coup de tirs de kalachnikov toute la journée la capitale économique et notamment les activités de la zone portuaire. Dans cette foulée des interviews sous anonymat de plusieurs membres des forces de défense ont été accordées à la presse. Entre autres titres des unes des journaux, on retient : *Un ex-com-zone révèle : « Il y a des armées dans l'armée »*⁷² ou le caporal-chef « Godobé » parle : *« Il y a du favoritisme au sein de l'armée »*⁷³. Des extraits de cette dernière interview rendent compte de la frustration et du sentiment de « deux poids, deux mesures » vécu par une frange des éléments des forces de défense, notamment ceux issus des ex-FANCI.

⁷² Une de *L'Inter* n° 5573 du mardi 17 janvier 2017.

⁷³ *Le Nouveau Courrier* n°1544 du jeudi 19 janvier 2017.

Encadré 6 : indiscipline, favoritisme et frustration

« L'Armée, c'est certes la discipline, force principale qui la caractérise, mais convenez avec moi que la discipline c'est à tous les niveaux. S'il y a un côté qui est favorisé et un autre défavorisé, vous comprenez que la discipline va disparaître pour faire place à l'indiscipline. » (...)

Q : Depuis quand est-ce que cette indiscipline a commencé à être observée au sein de l'Armée ? Maintenant ou depuis 2002 ?

« Je peux dire que cela a été observé à partir de 2003, pendant la crise politico-militaire. En ce temps-là, des jeunes avaient été recrutés par le pouvoir ».

Q : Vous voulez dire que l'Armée était divisée en 2003 ?

« En 2003 la division avait déjà commencé à s'installer. D'autant plus que certains militaires se retrouvaient avec la rébellion et d'autres avec les forces restées fidèles au régime d'alors. Toute chose qui entraînait une certaine méfiance au sein de la grande muette ».

Q : Est-ce à dire que l'indiscipline s'est installée sous l'actuel pouvoir ?

« Affirmatif, le désordre dans l'Armée s'est véritablement accentué avec le pouvoir actuel. Avec à la clef, un favoritisme au sein de la troupe. Les 8400 agents de défense et de sécurité sont nettement plus favorisés que le reste des militaires. Ce sont eux qui ont revendiqué des galons et de l'argent en 2014 et amené le Chef de l'État à les recevoir au Palais présidentiel. A partir de cet instant, la rupture s'enracinait véritablement au sein de l'Armée. Pour nous, ils n'avaient pas une connaissance militaire. Car, un militaire mal formé est un danger pour la République. Faisant fi de cela, nous les avons formés aux notions de base qui fondent l'Armée. Malheureusement, rien ne va toujours pas ».

(...) « L'Armée ivoirienne tourne autour de 34 000 hommes. Hormis les 8400 favorisés, il reste plus de 25 000 hommes laissés pour compte. Évidemment, cela crée en notre sein de la frustration. Surtout que nous sommes les formateurs de ces personnes qui foulent régulièrement aux pieds les règles de l'Armée ».

Q : A quel niveau se situe exactement votre frustration ?

« Nous ne comprenons pas que des galons et de l'argent soient distribués à certains, pendant que la grande majorité de militaires est laissée pour compte... »

Source : *Le Nouveau Courrier* n°1544 du jeudi 19 janvier 2017, p.6.

Dans la foulée, des mutineries et des réactions qui les ont suivies d'autres regroupements d'éléments de l'armée ont donné de la voix. À travers des déclarations signées par des groupes tels que les « ex-AS »⁷⁴ ou « Sierra Delta-Côte d'Ivoire »⁷⁵ et des interviews sous anonymat, ce

⁷⁴ Il s'agirait d'un groupe plus récemment intégré dans l'armée et que nous n'avons pu identifier dans la première partie de cette étude. Il compterait environ 2000 militaires, anciennement considérés comme « Agents de Sécurité » (AS), et qui auraient été intégrés officiellement aux forces armées après la mutinerie de novembre 2014. Ces soldats, avant leur intégration formelle, n'étaient ni des démobilisés, ni des militaires reconnus comme tels, mais continuaient d'être dans les rangs de l'armée. Pour l'heure, nous n'avons pu identifier les origines de ce groupe.

⁷⁵ Un groupe de militaires qui serait constitué d'ex-FDS et d'ex-FAFN dont le porte-parole se dénomme « Charlie-papa-lima ». Ce groupe a signé deux déclarations, la première datant du 27 juillet 2015 pour dénoncer « une mafia dans l'armée » et la seconde du 12 janvier 2017 pour exprimer sa frustration du fait de son exclusion des « largesses

sont les sentiments de frustration et d'injustice traversant l'armée qui ont été mis au jour. Mais au-delà de l'affect, il est à souligner la présence persistante de factions ou d'embryons de factions dont la maturation fait courir à l'armée des risques d'implosion.

Quête permanente de cohésion

La cohésion entre militaires ne semblait pas encore retrouvée malgré les années de cohabitation dans les casernes. Selon nos interviewés, le manque de cohésion s'expliquerait principalement par la promotion des anciens chefs de l'ex-rébellion dans la hiérarchie militaire et la méfiance de ces derniers vis-à-vis de leurs collègues de l'armée nationale. Certes, quelques activités sportives entre les différents corps et même avec les civils ont été menées pour faire renaître la solidarité de corps mais elles ne semblent pas avoir affecté positivement la cohésion générale entre forces de défense. C'est par exemple cet état non-satisfaisant des rapports entre « frères d'armes » qui a justifié l'organisation d'une journée de prière œcuménique par le lieutenant-colonel Doumbia Brahima du 2^e bataillon d'infanterie de Daloa (Centre-Ouest) afin de « renforcer la cohésion, la solidarité entre militaires et resserrer les liens armée-nation »⁷⁶. Ces préoccupations de cohésion et d'unité au sein des forces de défense ont demeuré jusqu'à l'éclatement de la mutinerie de mai 2017.

Il faut croire que les dernières mutineries de janvier et mai 2017 sont venues ruiner ces efforts en faveur de la cohésion car encore récemment le chef d'état-major de l'Armée de terre, le général Julien Kouamé était obligé d'en appeler à la fin de l'usage des désignations telles que « *ex-FDS* », « *les 8.400* », « *les 2.600* », etc. Selon lui, l'armée ivoirienne, si elle ne réussissait pas à perpétuer sa propre cohésion interne, deviendrait « *un danger pour les populations qu'elle doit protéger si elle demeure préoccupée par les dissensions internes* »⁷⁷. La quête de cohésion et surtout de discipline au sein des forces de défense est plus que jamais remise au goût du jour et se présente comme le plus important chantier de reconstruction de l'armée qui s'impose au général Sékou Touré, nouveau chef d'état-major général. Ce dernier a entrepris une tournée des casernes début juin 2017 pour rappeler son message appelant à la cohésion et à la discipline. Même si en janvier, lors de sa prise de fonction, le nouveau chef d'état-major annonçait : « *Je suis le chef d'état-major de tous, et loin de moi toutes tendances de favoritisme ou de partialité*

présidentielles » et dénoncer les soldats ex-FAN qui « manœuvrent en solitaires en vue d'être les seuls bénéficiaires de la prime », voir « [Côte d'Ivoire : après les mutins, un autre groupe de militaires menace](#) », *Afrique sur 7*, janvier 2017.

⁷⁶ Dépêche AIP, *Agence ivoirienne de Presse*, Daloa, le 15 mars 2016.

⁷⁷ [Note d'information du Bureau d'Information et de Presse des Armées](#), BIPA, février 2017.

dans mon commandement. A présent, mon rôle est de vous approcher, recenser vos problèmes et les faire remonter aux autorités, mais à condition que vous évitiez toutes ces parades et propos qui ne vous honorent pas du tout et encore mettent à mal l'image de notre armée »⁷⁸. Pourtant, il n'a pu endiguer la révolte du mois de mai qui a failli dégénérer en affrontement fratricide⁷⁹.

*

* *

« Mais qui va nous mater si on ne renonce pas à vouloir notre argent ? Nos frères d'armes avec qui on a lutté depuis et qui eux-mêmes sont dans le même cas que nous ? C'est nous autres qui formons l'armée du Président (Ouattara, ndlr), à part nous il a qui ? » Youssouf, un soldat mutin. Le 14 mai 2017.

L'un des défis majeurs de la reconstruction d'une armée nationale, demeure selon nous la question de la hiérarchie au sein de cette nouvelle armée toujours en construction, notamment en ce qui concerne les relations entre officiers des ex-FDS et « *com-zones* » des ex-FAFN. Se posait, à la fin de la crise postélectorale, la nécessité de fusionner une armée de métier et une armée de révolte, toutes deux appelées à la cohabitation et à la collaboration entre leurs différentes composantes. Nous rappelons qu'au sein des FANCI, s'était auparavant développée une culture de factions qui avait permis l'apparition en son sein des groupes tels que la Brigade rouge, la Camora et autres cités plus haut. Cette organisation en factions a également marqué les FAFN à leurs débuts. Il a fallu une nouvelle structuration des FAFN pour faire disparaître les entités telles que :

- le « bataillon Anaconda » (de Issiaka Ouattara alias Wattao) ;
- la « compagnie Guépard » (de Chérif Ousmane) ;
- le « Fansara 113 » (de Fofié Kouakou⁸⁰) ;

⁷⁸ [Note du Bureau Information et Presse de la Marine nationale](#), 30 janvier 2017 reprise par le site internet KOACI.

⁷⁹ En effet, les forces spéciales issues en partie des ex-FAFN avaient été mobilisées par le gouvernement qui au départ, avait choisi l'option d'un recours à la force pour désarmer les mutins de la ville Bouaké.

⁸⁰ Fofié Kouakou Martin anciennement *com-zone* de la zone de Korhogo (au Nord) est une figure emblématique de l'ex-rébellion. Après la crise postélectorale, il a été maintenu comme commandant de la Compagnie territoriale de Korhogo (CTK). Avec le grade de lieutenant-colonel, il est le commandant en second de la deuxième région militaire de Daloa (Ouest).

- le « bataillon mystique » (de Touré Hervé alias commandant Vétcho⁸¹).

À la longue, ces différentes entités se présentaient surtout comme des clans proches de certains chefs militaires et développaient des logiques factionnelles. Notons que même lors de la préparation de la conquête des territoires sous contrôle des forces pro-Gbagbo, les groupements tactiques qui se sont formés l'ont été autour des figures de chefs de guerre rebelles. Par ailleurs à la prise d'Abidjan, en avril 2011, les factions internes de l'ex-rébellion sont réapparues, en particulier dans le quadrillage sécuritaire de la ville. Également, les combattants ex-associés aux FRCI en attendant leur intégration sont restés sous l'autorité des chefs militaires pendant plusieurs mois.

Les « com-zones » ont été intégrés dans l'armée à des postes de commandement et des questions ont été légitimement soulevées quant à leur loyauté et celle de leurs hommes, officiellement soumis au commandement d'autres responsables hiérarchiques. L'on se demandait en effet, au bout de combien de temps les réflexes de groupes factionnels feraient réellement place à une discipline militaire à laquelle les nouvelles recrues se soumettraient sans condition. À cette préoccupation, le ministre Alain-Richard Donwahi chargé de la Défense auprès du Président de la République a répondu, en décembre 2016 : « *que les anciens commandants de zones aient encore une mainmise sur leurs anciens hommes est de la légende. Ce sont des militaires qui connaissent les règlements. On pouvait craindre au départ qu'il y ait des fidélités vis-à-vis des anciens « com-zones », mais c'est du passé* »⁸². Les récentes mutineries semblent avoir démenti cette réponse rassurante et catégorique du ministre. D'ailleurs, lors des rencontres avec les mutins de Bouaké, le ministre dut se faire accompagner par l'influent ancien « com-zone » Issiaka Ouattara (Wattao) pour donner davantage de chance à la négociation. À la suite de la survenue de ces mutineries, c'est le fonctionnement du commandement qui fut remis en cause par les critiques de la sphère politique. « *Que vaut la chaîne de commandement au sein de notre armée quand les soldats sont obligés de se mutiner pour trouver solutions à leurs problèmes* », déclarait M. Joël N'Guessan, le Secrétaire général adjoint chargé de la communication et porte-parole du RDR. Le remaniement de la hiérarchie qui a d'ailleurs remis en selle les anciens « com-zones » aurait attesté *de facto* la reconnaissance des liens d'affinité et de loyauté entre eux et « leurs hommes ». Cependant, on ne saurait trop vite accrédi-ter cette influence continue des ex-com-zones sur « leurs hommes » pour au moins trois raisons : (I) leur repositionnement dans la hiérarchie n'a pu éviter la survenue de la

⁸¹ Commandant de zone de Katiola sous la rébellion, devenu lieutenant-colonel, Hervé Touré est demeuré le commandant du 3ème Bataillon de Bouaké (ex-fief des FN) même après les mutineries.

⁸² Côte d'Ivoire : l'énorme défi de la réforme de l'armée ivoirienne, AFP, dépêche du vendredi 09 décembre 2016.

mutinerie de mai 2017, (II) prenant le relais des négociations avec les mutins⁸³, les *ex-com-zones* n'ont pu infléchir la position de ces derniers qui leur ont réaffirmé leur détermination à aller à l'affrontement armé bien résumée par le slogan : « l'argent ou la mort », et (III) les éléments de forces spéciales envoyés pour opposer la force armée aux mutins de Bouaké ont fait défection à l'autorité militaire, dévoilant un commandement non-opérationnel, au prétexte qu' « ils ne peuvent tirer sur leurs frères d'armes ». En somme, une autre leçon à tirer de cette énième révolte des soldats est l'invalidation du schéma consistant à vouloir réorganiser l'armée autour des figures supposées influentes comme celles des anciens *com-zones* rebelles. L'abandon de cette approche en cours relèverait de la volonté politique et donnerait plus de chance aux autres perspectives de réforme de l'armée ivoirienne (voir encadré ci-dessous) ».

Encadré 7 : la réforme de l'armée... une vision du ministre

Une action pensée

« Un programme global de réforme du secteur de la sécurité comporte 108 points et il permet de mettre en œuvre toute la stratégie de sécurité nationale qui a été pensée par le Conseil national de sécurité. (...) »

« Cette réorganisation a été conduite de façon participative avec les forces armées de façon à faciliter sa mise en œuvre, même s'il est toujours difficile de réformer l'existant ou de changer les mentalités. »

Nous avons un double objectif

« D'abord nous voulons que notre armée participe à la reconstruction. (...) Ensuite, nous tenons à avoir une capacité de projection pour prendre part à des opérations extérieures. C'est pour cela que nous allons entamer une formation accrue de nos bataillons d'infanterie qui seront formés selon les normes onusiennes et projetables. »

Conditions sociales et de travail du soldat

« Nous voulons que nos soldats soient bien formés, bien armés et qu'ils vivent dans de bonnes conditions. Il n'y a désormais plus d'obstacle au relèvement capacitaire de nos forces » (...).

« Il s'agit donc de les rééquiper en armement, de contribuer à leur mobilité terrestre et aérienne, de donner à la gendarmerie des capacités de maintien de l'ordre appropriées. La marine, pour sa part, doit contribuer à l'action de l'État en mer et coordonner l'action de tous les acteurs : les Ministères de la Pêche, de l'Environnement, de l'Énergie et du Tourisme, ainsi que les douanes. »

« Il s'agit aussi de mettre à la disposition des militaires des casernements aux normes, modernes, qui soient hors des villes, de façon à ce qu'ils évoluent dans des environnements plus sécurisés et moins en contact direct avec la population dont ils ne

⁸³ Le 14 mai, au troisième jour de la mutinerie, une délégation militaire de haut rang composée des principaux anciens « chefs de guerre » dont les influents Wattao, Chérif Ousmane, Koné Zakaria et Touré Hervé alias Vétcho, s'est rendue à Bouaké pour tenter de discuter avec les soldats mécontents.

doivent pas gêner la vie quotidienne. Les infrastructures de santé devront aussi être rénovées. Chaque zone de défense sera dotée d'un hôpital militaire ».

Formation pour tous les niveaux

« Nous avons prévu d'agir à tous les niveaux. Du soldat de première classe au général! Des centres de formation seront construits sur l'ensemble du territoire. Actuellement, nous mettons l'accent sur les études stratégiques ; c'est un volet qui manquait. Un Institut des Etudes de Sécurité et Défense (IESD) a d'abord été créé et nous venons de signer un partenariat avec un institut de formation français, l'Institut Themis, qui a mis en place un cursus de quatre mois destiné aux officiers supérieurs. L'IESD ayant une vocation sous régionale, ses portes s'ouvriront, à partir d'octobre (2016), à des forces armées étrangères».

Source : [Extrait d'entretien du ministre Richard Donwahi accordé à Philippe Chapleau](#) en Juillet 2016.

En effet, un processus de ré-formalisation est envisagé et semble être amorcé. Cependant, le passif des recrutements informels, officiels et officieux décrits ci-dessus, légué au projet de réforme plombe actuellement ce processus. La loi de programmation militaire que l'on veut comme une nouvelle boussole, déroule son plan d'action entre 2016 et 2020. On peut déjà noter une entame encourageante de son entrée en vigueur avec le départ volontaire à la retraite d'environ un millier de militaires à la fin de l'année 2017⁸⁴. Le processus de dégraissage des effectifs ainsi débuté permettra d'équilibrer, selon le ministre de la Défense, « la répartition de l'effectif de l'armée de Côte d'Ivoire [qui] est en déphasage avec les normes admises en termes d'encadrement des armées modernes. Des normes qui sont 25% de sous-officiers et 70% de militaires du rang ». Aussi, pour faire face à la question de l'indiscipline au sein des corps, l'ordonnance n°2017-44 du 30 juin 2017 prise à la suite de la dernière mutinerie est venue renforcer les pouvoirs disciplinaires de la hiérarchie militaire. Six mois après son entrée en vigueur, ce sont 230 militaires et gendarmes qu'elle a permis de radier des effectifs pour « fautes contre l'honneur, désertions et autres manquements à la discipline ». Au même moment des décisions pour l'amélioration des conditions sociales et de travail des militaires ont été prises comme pour compléter la stratégie du recours au bâton et à la carotte choisie par les autorités politiques. Pour l'heure, le ministre de la Défense se satisfait d'une telle approche au point d'affirmer sereinement, « qu'il n'y aura pas de mutinerie en 2018 »⁸⁵.

⁸⁴ Au 31 octobre 2017, une commission d'examen des demandes de départ avait émis des avis favorables pour 991 demandes sur 1.067 candidatures. Il s'agissait de 3 officiers, de 634 sous-officiers et de 354 militaires du rang.

⁸⁵ Hamed Bakayoko, ministre de la Défense, en marge de la cérémonie de présentation des vœux au Président de la République, le jeudi 4 janvier 2018.

Conclusion

Le projet de rebâtir une armée républicaine en Côte d'Ivoire est plus que d'actualité notamment après les récentes mutineries. Il suffit de rappeler que c'est l'irruption des hommes en armes dans l'arène politique en 1999 qui a marqué la véritable fin de la stabilité qui caractérisait ce pays sous le long règne de son premier Président Félix Houphouët-Boigny. Au stade actuel de la réflexion que nous menons sur les formes prises par l'institution de défense depuis au moins une trentaine d'années, nous pouvons dire qu'il s'agit encore d'une armée qui cherche ses propres marques entre la distance nécessaire qu'elle doit avoir avec la société politique, la neutralité dans l'accomplissement de son devoir de défendre les institutions de la République et la gestion de la diversité des identités sociales et culturelles qui la composent. Au fil de ces années et plus encore pendant la récente décennie de crise violente, l'armée s'est un peu plus informalisée en laissant prospérer les pratiques de recrutement à la marge des règles. Elle s'est encore plus politisée en se laissant instrumentaliser dans les stratégies de conquête et de conservation du pouvoir par les politiques. L'apparition en son sein de factions est l'un des symptômes visibles de son absence de cohésion interne et surtout de segmentation et d'affaiblissement de ses chaînes de commandement officielles. Par ailleurs, l'expérience en cours, d'intégration des éléments de la contre-insurrection et des combattants rebelles dans une armée qui elle-même après maintes réformes n'avait auparavant pas pu se transformer en véritable armée de métier, est venue complexifier le défi d'une réforme en profondeur de cette institution. Avec des anciens chefs de guerre propulsés du grade de caporal au grade de commandant et enfin des milliers de sous-officiers à qui il faut apprendre ou réapprendre l'organisation, l'obéissance à la hiérarchie, l'éthique du métier des armes et le respect des droits de l'Homme, le chantier de la réforme demeure donc très vaste. La loi de programmation militaire votée récemment pourra-t-elle répondre à ces nombreuses attentes⁸⁶ ? En attendant sa mise en exécution, dans la foulée des mutineries qui rythmaient encore la vie de l'institution, le traitement des hommes en armes a connu des bonifications substantielles⁸⁷, au risque de laisser

⁸⁶ Votée le 4 janvier 2016 ; le début de son application prévoit une réduction progressive, jusqu'en 2020, de l'effectif de l'armée de 4000 hommes en instaurant une prime de départ à la retraite comprise entre 3 et 20 millions de francs CFA. Dans le cadre des réformes qu'elle entend mettre en œuvre, la carrière militaire prend désormais la forme de contrats successifs de 5 ans, trois fois renouvelables.

⁸⁷ Le 18 mai 2017, deux jours à peine après la fin de la mutinerie, le gouvernement a pris des décrets portant : (I) revalorisation du taux de bail des logements des personnels militaires, policiers, gendarmes, douaniers, agents des eaux et forêts, gardes pénitentiaires et pompiers civils en la majorant de 20.000 francs CFA à partir de janvier 2018, (II) institutionnalisation des indemnités de risque et de sujétion pour les gardes pénitentiaires, (III) réduction

penser que les bruits de bottes et quelques coups de feu sont efficaces pour améliorer les conditions de vie des « corps habillés ». Par ailleurs, la preuve est faite que pour l'heure, la soumission des forces de défense au contrôle d'un pouvoir démocratique, essentielle au processus de RSS demeure le plus important défi de la hiérarchie militaire et de l'actuel ministre de la Défense.

de la durée de l'avancement des grades qui passe désormais de sept à quatre ans et (IV) prévision de construction de nouvelles casernes dans les quatre régions militaires.

Références bibliographiques

Ouvrages et articles académiques :

Akindès F. (2007), « La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d'une nation », in Poame L., *Penser la crise ivoirienne*, Paris, Menaibuc, p.11-33.

Arseniev V. (2007), « Les chasseurs Donso du Mali à l'épreuve du temps » in *Afrique Contemporaine* 223(2007/ 3-4) p.341-361.

Chelpi-den-Hamer M. (2009), « Le mythe du jeune désœuvré. Analyse des interventions DDR en Côte d'Ivoire », *Afrique Contemporaine* 232 (2009/4) p.39-55.

Diarra S. (1998), *Les faux complots d'Houphouët-Boigny : Fracture dans le destin d'une nation, 1959-1970*, Paris, Karthala, 248 p.

Fofana M. (2012), *Ethnographie des trajectoires sociales des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, septembre 2012, 350p.

Fofana M. (2011), « Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire, Comment une rébellion devient républicaine », *Politique Africaine* n°122 de juin 2011, p. 161-178.

Galy M. (1998), « Liberia, machine perverse. Anthropologie politique du conflit libérien », *Cahiers d'Etudes Africaines* Volume 38, Numéro 150, p. 533-553.

Kieffer G-A. (2000), « Armée ivoirienne : le refus du déclassement », *Politique Africaine* n°78 de juin 2000, p.26-44.

Koné A. (2003), *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 230 p.

Lebœuf A. (2016), « La réforme de sécurité à l'ivoirienne », *Les études IFRI*, Programme Afrique subsaharienne de mars 2016.

Miran-Guyon M. (2015), *Guerre mystique en Côte d'Ivoire. Religion, patriotisme, violence (2002-2013)*, Paris, Karthala, 372 p.

Nandjui P. (1995), *Houphouët-Boigny, l'homme de la France en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 225 p.

Ouattara A. (2008) « L'armée dans la construction de la nation ivoirienne », in Ouédraogo J.-B. et Sall E., dir., *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, p. 149-168.

Articles de presse :

AFP, « Côte d'Ivoire : l'énorme défi de la réforme de l'armée ivoirienne », dépêche du 9 décembre 2016.

Agence ivoirienne de Presse, Dépêche AIP du 15 mars 2016 (Daloa).

Fraternité-Matin, « Exclusif : FANCI, une nouvelle armée », Interview de Robert Guéï, n°7902 du 6 février 1991.

Jeune Afrique, « Côte d'Ivoire : l'armée, le pouvoir et la crise », Seck Y., n°2379-2380 du 13 au 26 août 2006.

Jeune Afrique, « Côte d'Ivoire : méfiance dans les troupes », Airault P. et Mieu B., n°2692-2693 du 12 au 25 août 2012.

Jeune Afrique, « Côte d'Ivoire : un pays, deux armées », Mieu B., n°2538 du 30 août au 5 septembre 2009, p. 28-30.

Jeune Afrique, « Wattao, l'insubmersible », Niakate H., du 20 février 2017.

L'Inter, n°5573 du 17 janvier 2017.

L'Inter, « Crise ivoirienne : Le commandant Jean-Noël Abéhi, chef des blindés de la gendarmerie, révèle : « Il y aura une guerre de libération, nous allons la faire » », du lundi 28 février 2011.

L'Inter, « Un haut gradé de l'état-major révèle : Il y a une guerre en sourdine au sein de l'armée », n°5125 des 11 et 12 juillet 2015.

La Voie, n°28 du 5 août 1991.

Le Monde Diplomatique, « Sur fond de discrimination ethnique et régionale, lente décomposition en Côte d'Ivoire », Coulibaly T., n°584 de novembre 2002.

Le Nouveau Courrier, n°1544 du 19 janvier 2017.

Le Nouvel Horizon, « Le PDCI-RDA de 1957 à 1970 : mise en place du 'système Houphouët' », Préjean J., n° 60 du 8 octobre 1991.

Notre Voie, « Nominations tribales dans l'armée et la gendarmerie. La Côte d'Ivoire est-elle devenue un pays bi-ethnique ? », n°5517 des 28 et 29 janvier 2017.

Ouest France, Lignes de défense [blog], « Sur fond de départ onusien, Alain-Richard Donwahi veut réformer l'armée ivoirienne », Entretien du ministre Richard Donwahi accordé à Philippe Chapleau du 7 juillet 2016.

Politikafrique.info, « Du ménage dans les rangs de la sécurité présidentielle », Kpang Beuh O., du 10 octobre 2016.

Note d'information du Bureau d'Information et de Presse des Armées (BIPA), février 2017.

Note d'information du Bureau Information et Presse de la Marine Nationale du lundi 30 janvier 2017, reprise par le site internet KOACI.

À propos de l'auteur

Moussa Fofana est enseignant-chercheur au Département d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké en Côte d'Ivoire. Dans le cadre de ses études doctorales, il s'est intéressé à la mobilisation politique violente des jeunes et à la gouvernance rebelle. Il est responsable du programme Gouvernance du développement de la Chaire Unesco de Bioéthique de l'Université de Bouaké et coordonne en collaboration avec les Universités de Genève et Lausanne en Suisse et l'Université de Yaoundé 2 au Cameroun un projet de recherche sur les dynamiques nationales de planification du développement et la question du retour de l'État développementaliste en Afrique.

À propos du Centre FrancoPaix

Suite au XV^e Sommet de la Francophonie et à la Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone, la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques a mis sur pied le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix afin de participer aux efforts et aux objectifs stratégiques de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en matière de prévention et gestion des conflits.

Inauguré en janvier 2016 grâce à l'appui financier de l'OIF, le Centre FrancoPaix s'est donné pour mission de :

- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en français dans le domaine des études de paix et conflits, notamment sur les questions de résolution et gestion des conflits et des missions de paix;
- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en matière de résolution des conflits à propos des pays francophones, africains notamment;
- Contribuer à la recherche axée sur la résolution des conflits et les missions de paix et concourir à sa diffusion, notamment dans le cadre d'activités de coproduction du savoir avec les décideurs et praticiens du domaine;
- Faciliter les échanges intellectuels et la circulation des savoirs en favorisant la mobilité, l'innovation et les collaborations entre les institutions, les chercheurs universitaires et les étudiants du « Nord » et du « Sud ».

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca